

1^{ÈRES} RENCONTRES NATIONALES de l'Éducation Populaire

17-19 mars 2022 ✕ POITIERS



LES ACTES DES RENCONTRES



Partenaires de l'évènement



Co-organisé par



Ce document vise à :

- La réussite de ce premier rendez-vous fait état d'un réel besoin de coopérations renforcées entre les pouvoirs publics et le secteur de l'éducation populaire.**

SOMMAIRE

LES INTENTIONS.....	5
PARTIE I : L'ÉVÉNEMENT	7
1 - Déroulé de l'événement	7
Jeudi 17 mars : Ouverture officielle des Rencontres.....	7
Vendredi 18 mars : Une journée de formation.....	7
Samedi 19 mars.....	9
2 - Quelques chiffres	11
PARTIE II : CONTENU DES RENCONTRES	12
1 - Discours d'accueil des Rencontres nationales de l'Éducation populaire.....	12
2 - Conférences « Etat des lieux, regards critiques sur l'Éducation populaire pour réfléchir à son avenir »	16
2.1 - L'histoire de l'éducation populaire, ses origines, ses avancées, ses soutiens, ses acteurs et actrices, ses rôles dans l'histoire, ses soutiens politiques.....	16
2.2 - Autour du Rapport du CESE : l'éducation populaire, une exigence pour le 21 ^{ème} siècle.....	18
2.3 - Economie sociale et solidaire : Destins croisés ?	20
2.4 - « Actualité de la démocratie culturelle, entre éducation populaire & droits culturels », Luc Carton, philosophe, 17 mars 2022	20
3 - Les Manufactures de l'éducation populaire	24
3.1 - Manufacture : Enjeux environnementaux et sociétaux.....	26
Atelier 1 - L'éducation à la sexualité par et pour les jeunes	26
Atelier 2 - Élus et centres sociaux, construire de nouvelles formes de démocratie.....	27
Atelier 3 - Conseil Municipal des Enfants à Bordeaux : un nouveau format au service d'une participation citoyenne renforcée.....	29
Atelier 4 - Comment à travers l'engagement des jeunes redonner du sens à la démocratie représentative.....	30
Atelier 5 - Co-construire des dynamiques locales d'éducation populaire: le partenariat entre les Villes de Lyon et de Poitiers et les associations de leur territoire.....	33
Atelier 6 - L'engagement éducatif des jeunes : un acte citoyen à accompagner et valoriser.....	35
Atelier 7 - Droits culturels et Éducation artistique et culturelle, un témoignage des Ceméa dans les Festivals	36
Atelier 8 - Les tiers-lieux associatifs, espaces d'expérimentations au service d'une citoyenneté active	37
Atelier 9 - Communs numériques et éducation populaire: des résonnances de valeurs	38
Atelier 10 - Les jeunes et le climat Thématique et illustration	39
Atelier 11 - Pratiques amateurs, sciences participatives	41
Atelier 12 - Emigration et éducation populaire ?	42

Atelier 13 - Accompagner les salariés, la responsabilité des employeurs associatifs	43
Atelier 14 - Lutte contre les discriminations.....	44
Atelier 15 - Laïcité, éducation populaire en Europe.....	47
3.2 - Mécaniques de l'éducation populaire.....	49
Atelier 16 - Renforcer la place des territoires éloignés dans tous les espaces de participation	49
Atelier 17 - Université Permanente des Territoires	49
Atelier 18 - Terrains d'aventures.....	50
Atelier 19 - Croisement des savoirs et des pratiques.....	51
Atelier 20 - Co-construire des dynamiques locales d'éducation populaire: le partenariat entre la Ville de Lyon et les associations.....	53
Atelier 21 - Penser pour agir : se mettre en « je » pour questionner des enjeux	54
Atelier 22 - Modèles socio-économiques des associations de jeunesse et d'éducation populaire : une équation en voie de résolution	55
Atelier 23 - Réfléchir à des modèles pédago-ludiques.....	56
4 - Pour une politique publique de l'éducation populaire : quinze préconisations argumentées	58
5 - Vers une charte d'engagements réciproques sectorielle « Jeunesse et éducation populaire »	64
PARTIE 3 : PUBLICATION DE TRIBUNES DANS LIBERATION EN AMONT DE L'EVENEMENT	65
Tribune 1 - « Education populaire: de l'oxygène pour la démocratie », Philippe Meirieu, 3 mars 2022.....	65
Tribune 2 - « Redonner du sens à l'éducation politique », Léonore Moncond'huy, 3 mars 2022	66
Tribune 3 - « Politiques publiques de la culture: Pour une libération des imaginaires », Robin Renucci, 8 mars 2022.....	68
Tribune 4 - « Les MJC, des micros républiques face à de macros enjeux », Thierry Bros, 8 mars 2022	69
Tribune 5 - « Développer le pouvoir d'agir des lycéens », Lauren Lolo, 9 mars 2022	71
Tribune 6 - « Apprendre en commun, retrouver le monde », Camille Louis, 11 mars 2022.....	72
Tribune 7 - « Pour de nouvelles centralités populaires », Hugues Bazin, 14 mars 2022	73
Tribune 8 - « L'éducation populaire, fabrique de la République », Yann Renaud, 17 mars 2022	75
PARTIE 4 : REVUE DE PRESSE DES PREMIERES RENCONTRES NATIONALES DE L'EDUCATION POPULAIRE	77
Le 7 magazine :	77
Centre presse :	77
La Nouvelle république (86) :	77
Libération :	77

LES INTENTIONS

Structurante pour de nombreuses politiques éducatives et sociales tout au long du XXe siècle, pilier d'un projet de société fondé sur l'émancipation individuelle et collective, l'éducation populaire est pourtant peu présente dans le débat public.

Méconnue du grand public, fragilisée par l'affaiblissement d'un certain nombre de politiques publiques dédiées, confrontée au défi du renouvellement de ses modèles socio-économiques et de sa structuration militante, l'éducation populaire peine à être visible et reconnue à la hauteur des enjeux.

Pourtant, sans que l'on en ait toujours conscience, l'éducation populaire, comme secteur d'activité mais surtout comme philosophie et comme méthode d'action, est bien souvent au cœur du quotidien de nos vies, de nos territoires urbains et ruraux. Ses ambitions éducatives sont résolument contemporaines et sont autant de sources de réponses à construire face aux enjeux du monde d'aujourd'hui et de demain. Célébrer l'éducation populaire, son histoire, les expériences ensoleillées qu'elle offre à chacun et à chacune d'entre nous, est important. Pour nourrir sa vivacité, il est également essentiel de questionner son projet, de penser l'actualité des apports politiques de l'éducation populaire, de réinterroger son rôle à l'aune des défis du XXIe siècle.

Des rencontres organisées à Poitiers

- Poitiers est une ville dont le tissu associatif est particulièrement dense (1 association pour 30 habitants, contre 1 pour 60 au niveau national), dynamique et soutenu par des politiques publiques engagées depuis des dizaines d'années.
- Poitiers dispose de 11 Maisons de quartier, toutes associatives, engagées pour l'éducation populaire, reconnues pour leur action au service de la cohésion sociale dans les quartiers de la ville et leur capacité à coopérer.
- Poitiers est qualifiée de « Capitale de l'Éducation », du fait de l'implantation du siège de nombreux opérateurs nationaux de l'éducation nationale (CNED, IH2EF, Canopé). Une identité du territoire à développer, à renforcer, en valorisant l'éducation dans la diversité de ses apports et de ses acteurs.
- L'éducation populaire fait partie des piliers politiques de la municipalité, qu'elle souhaite contribuer à revitaliser (cf. sa politique à succès « Vacances pour toutes et tous »), et à faire mieux connaître et reconnaître. A ce titre, Poitiers souhaite être une « ville accueillante » pour les réseaux d'éducation populaire de toute la France.

Ces Rencontres ont été l'occasion de partager un état des lieux national et des perspectives pour le secteur de l'éducation populaire. En s'appuyant sur des intervenants de tous horizons, ces rencontres ont offert un cadre d'échange et de formation aux acteurs, responsables associatifs et politiques du secteur. Enfin, elles ont été porteuses d'un plaidoyer commun pour faire connaître et reconnaître l'éducation populaire.

L'événement a été porté par la Ville de Poitiers, le CNAJEP, en partenariat avec l'AMF, Régions de France et la Région Nouvelle-Aquitaine, ainsi que par le CRAJEP Nouvelle-Aquitaine et les représentants de structures locales d'éducation populaire.

Les partenaires se sont réunis dans un Comité de pilotage fédérateur, représentatif des différents périmètres d'acteurs et échelles concernées (locale, régionale, nationale), dont le parrain était Philippe Meirieu.

Rappel des objectifs de l'événement :

- Partager un état des lieux national et des perspectives pour le secteur de l'éducation populaire
- Offrir un cadre d'échange pour les responsables associatifs et politiques du secteur
- Offrir un cadre de formation pour les responsables associatifs et politiques du secteur (l'événement est reconnu au titre de la formation des élues et élus)
- Porter un plaidoyer commun pour faire connaître et reconnaître l'éducation populaire, du grand public comme des responsables politiques
- Célébrer ce que représente l'éducation populaire dans nos territoires, à l'échelle d'une ville comme Poitiers, riche d'un écosystème d'éducation populaire particulièrement vivace.

Le public participant :

- Des cadres professionnels et bénévoles des réseaux nationaux et locaux d'éducation populaire
- Des élues et élus, ainsi que des agentes et agents de collectivités ou services de l'Etat en charge des politiques afférentes (jeunesse, éducation, éducation populaire...)
- Des universitaires (sociologie, sciences de l'éducation, histoire...)
- Le grand public, pour les parties de l'événement ouvertes à toutes et tous.

PARTIE I : L'ÉVÉNEMENT

1 - Déroulé de l'événement

Jeudi 17 mars : Ouverture officielle des Rencontres

- Concert : Young Revolution, accompagné par le REMIV (Ressources pour les Mineurs Isolés en Vienne)
- Prises de parole institutionnelles :
 - Léonore Moncond'huy, Maire de Poitiers,
 - Arnaud Tiercelin, Co-Président du CNAJEP,
 - Delphine Labails, Maire de Périgueux et Vice-Présidente de l'AMF,
 - Kamel Chibli, Vice-Président de la Région Occitanie, Président délégué de la Commission Éducation de Régions de France,
 - Nathalie Lanzi, Conseillère régionale de Nouvelle-Aquitaine déléguée à la Jeunesse et la mobilité des jeunes.

Vendredi 18 mars : Une journée de formation

9h - 12h : Conférence « État des lieux du secteur de l'éducation populaire, Regards critiques sur l'Éducation populaire pour réfléchir à son avenir »

- L'histoire de l'éducation populaire, ses origines, ses avancées, ses soutiens, ses acteurs et actrices, ses rôles dans l'histoire, ses soutiens politiques.
- Par Léo Vennin, chercheur en sciences politiques et Sylvère Angot, sociologue
- Autour du Rapport du CESE : l'éducation populaire, une exigence pour le XXI^e siècle.
- Par Jean Karl Deschamps, co-rapporteur au CESE du rapport « L'éducation populaire, une exigence du XXI^e siècle ».
- Éducation populaire et économie sociale et solidaire : destins croisés ?

Par Sandrine Rospabé, chercheuse au LiRIS EA 7481 (Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche en Innovations Sociétales) à l'Université Rennes2 et enseignante-chercheuse au département Carrières Sociales de l'IUT de Rennes / Université Rennes1.

14h30 - 18h : « Manufactures de l'éducation populaire »

27 ateliers thématiques contributifs permettant le partage de savoirs et de savoir-faire sur les enjeux de l'éducation populaire et leur déclinaison concrète.

Manufacture « enjeux environnementaux et sociétaux »

- L'éducation à la sexualité par et pour les jeunes
- Élus et centres sociaux, construire de nouvelles formes de démocratie
- Conseil Municipal des Enfants à Bordeaux : un nouveau format au service d'une participation citoyenne renforcée
- Jeunesses engagées et démocratie
- Faire Société par les vacances ?
- De nouvelles finalités pour les colos ?!
- Faire société dans les territoires ruraux par et grâce à l'éducation populaire
- L'engagement éducatif des jeunes ; un acte citoyen à accompagner et à valoriser
- Droits culturels et Éducation artistique et culturelle, un témoignage des Ceméa dans les Festivals
- Les tiers-lieux associatifs, espaces d'expérimentations au service d'une citoyenneté active
- Communs numériques et éducation populaire : des résonances de valeurs
- Les jeunes et le climat
- Pratiques amateurs, sciences participatives
- Emigration et éducation populaire ?
- Accompagner les salariés, la responsabilité des employeurs associatifs
- Lutte contre les discriminations
- Laïcité, éducation populaire en Europe

Manufacture « Mécanique de l'éducation populaire »

- Renforcer la place des territoires éloignés dans tous les espaces de participation
- Université Permanente des Territoires
- Les terrains d'aventures
- Croisement des savoirs et des pratiques
- Co-construire des dynamiques locales d'éducation populaire : le partenariat entre les Villes de Lyon et de Poitiers avec les associations
- Penser pour agir : se mettre en « je » pour questionner des enjeux
- Modèles socio-économiques des associations de jeunesse et d'éducation populaire : une équation en voie de résolution.
- Réfléchir à des modèles pédago-ludiques

20h30 – 22h : Table ronde animée par Libération « L'éducation populaire une réponse aux enjeux politiques, sociaux et culturels ? Le pouvoir de (se) réaliser. »

Intervenantes et intervenants :

- Philippe Meirieu, professeur des universités en sciences de l'éducation,
- Lucie Bozonnet, actrice de terrain, Vice-présidente du CNAJEP, MRJC,
- Lauren Lolo, fondatrice de l'association « Cité des Chances »,
- Robin Renucci, acteur et réalisateur,

Animation : Alexandra Schwartzbrodj, directrice adjointe de la rédaction de Libération, journaliste, essayiste romancière.

Samedi 19 mars

10h - 18h : Village de l'éducation populaire :

Animations festives dans l'espace public par des acteurs de l'éducation populaire. Découvertes de pratiques d'animation et partage de savoirs : jeux, expériences scientifiques, expositions, etc.

Concerts en déambulation : musique du monde avec le Transbal Express et Rockabilly avec les Cactus Riders.

Associations présentes : CEMEA, SEVE Saint Eloi (maison de quartier), Unicef 86, Les Petits Débrouillards, Unis Cité, AFEV, La Ligue de l'Enseignement, ACSEP, La Toupie Volante, L'atelier du petit plateau, CRAJEP Nouvelle Aquitaine, Scoutisme Français Collège Poitou-Charentes, KuriOz, SO Coopération, Région Nouvelle-Aquitaine, CRIJ, Ville de Poitiers.

9h30 - 12h : Travail coopératif préparatoire à la plénière de l'après-midi :

- Travail d'appropriation d'une quinzaine de préconisations
- Assemblée Générale des Rencontres

14h : Séance publique : Interpellation de représentantes et représentants de candidates et candidats à l'élection présidentielle.

Présentation des préconisations jugées urgentes par l'Assemblée Générale des Rencontres pour le développement massif de l'éducation populaire en France.

- Danielle Simonnet, représentante de Jean-Luc Mélenchon, Oratrice nationale de la France insoumise
- Max Brisson, représentant de Valérie Pécresse, Sénateur des Pyrénées-Atlantiques, responsable du groupe thématique sur l'éducation
- Gilles Garnier, représentant de Fabien Roussel, ex chef de Cabinet de Marie George Buffet, ex Secrétaire Général du groupe communiste au conseil de Paris

- Edwige Diaz, représentante de Marine Le Pen, Présidente du groupe RN en Nouvelle-Aquitaine Conseillère municipale & communautaire de Saint-Savin, Membre du Bureau Exécutif du RN
- Anne-Claire Boux, représentante de Yannick Jadot, référente politique sur la thématique de l'Éducation populaire et la promesse républicaine,
- Nadia BELLAOUI, représentante d'Emmanuel Macron, relais thématique « Jeunesse & Engagement », et Olivier KLEIN, relais thématique « Villes & Quartiers », Maire de Clichy,
- François Blanchard, représentant d'Anne Hidalgo, conseiller municipal de la Ville de Poitiers, secrétaire de section du Parti Socialiste de Poitiers.

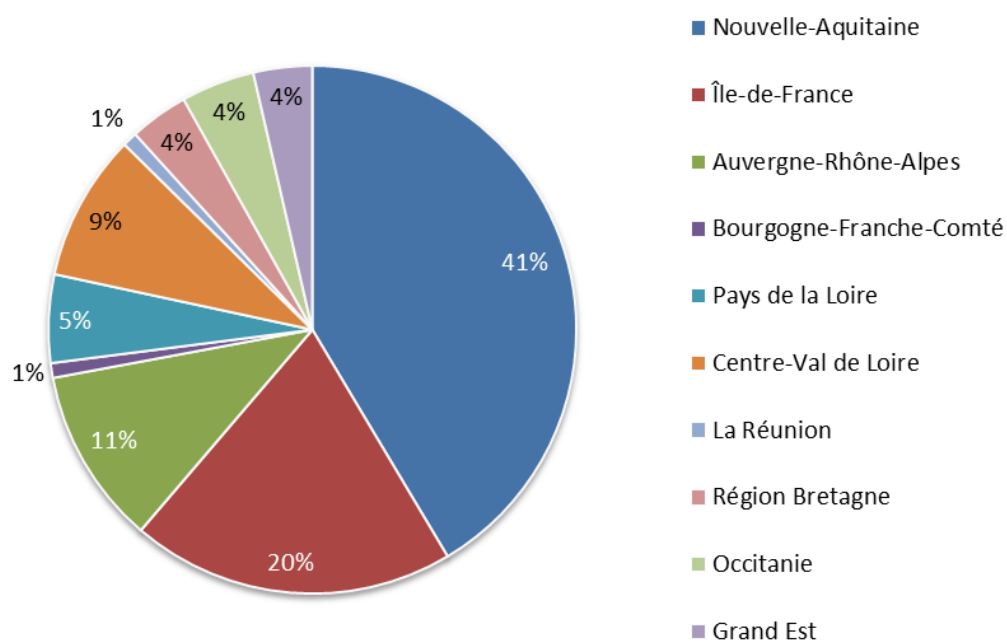
18h : Clôture des Rencontres Nationales de l'Éducation Populaire

2 - Quelques chiffres

392 personnes inscrites aux RNEP

- 36 élues et élus de collectivités territoriales
- 50 agentes et agents de collectivités territoriales
- 306 représentantes et représentants d'associations
- + 200 visiteuses et visiteurs estimés au village

Origines des participantes et participants :



PARTIE II : CONTENU DES RENCONTRES

Toutes les conférences sont à voir en ligne sur le site dédié à l'événement : www.rencontres-education-populaire.fr/a-revoir_355.html

1 - Discours d'accueil des Rencontres nationales de l'Éducation populaire

Discours de **Léonore Moncond'huy**, Maire de Poitiers

Bonsoir à toutes et à tous,

Et bienvenue aux premières Rencontres Nationales de l'Éducation Populaire !

Bienvenue au Palais, qui a de tous temps été au cœur de l'histoire de la ville de Poitiers voire de France, le lieu du pouvoir des Ducs d'Aquitaine où Aliénor d'Aquitaine a laissé son empreinte, un lieu de justice, et aujourd'hui un espace ouvert aux initiatives culturelles, citoyennes, éducatives, toujours au cœur de la Ville de Poitiers.

Je souhaite avant tout remercier l'ensemble des partenaires du projet : le CNAJEP, l'AMF, le CRAJEP de Nouvelle-Aquitaine, le Collectif des Maisons de quartiers et d'associations d'éducation populaire de Poitiers, le journal Libération, qui tous co-construisent le projet avec nous depuis le début, mais aussi Régions de France, la Région Nouvelle-Aquitaine, les commerçants du centre ville de Poitiers, les artistes qui animeront ces journées... Bref, de nombreux acteurs, qui font d'ores et déjà de l'organisation de cet événement un espace fédérateur.

Un merci tout particulier à Alexandra Besnard, Adjointe à l'Éducation Populaire et aux Maisons de quartier, d'avoir brillamment relevé le défi de ce projet un peu fou, et merci aux services de la Ville de Poitiers de s'être fortement mobilisés, dans un contexte difficile car marqué depuis des mois par les incertitudes liées au COVID, pour que nous passions un événement stimulant, confortable, convivial, au cœur de la Ville de Poitiers où nous avons un réel plaisir à vous accueillir.

C'était un défi, d'organiser un événement avec un si grand nombre d'acteurs, mais nous souhaitons que l'organisation des Rencontres soit à l'image de ce à quoi nous aspirons pour l'avenir de l'éducation populaire : une alliance et une confiance entre les associations, qui font vivre l'éducation populaire au quotidien, et les politiques publiques qui les accompagnent.

Et bien sûr, je vous remercie, toutes et tous, de nous avoir rejoint pour ces trois jours.

Vous venez de toute la France ! Vous êtes élu, agent.e, militant, cadre associatif, ou citoyen.citoyenne, vous venez de Bordeaux, vous venez de Saint-Etienne, vous venez de Grenoble, vous venez des Deux-Sèvres.

A toutes et à tous, bienvenue à Poitiers !

Et je ne suis pas seule à vous souhaiter la bienvenue, puisque les poitevines et les poitevins sont aussi venus en nombre, pour faire valoir la force de l'éducation populaire sur notre territoire. Merci à vous, parce-que vous êtes la principale raison pour laquelle c'est Poitiers, qui accueille ces premières Rencontres Nationales de l'Education Populaire.

Pourquoi à Poitiers ?

- Parce-que Poitiers est une ville dont le **tissu associatif** est particulièrement dense (1 association pour 30 habitants, contre 1 pour 60 au niveau national), dynamique, et soutenu par des politiques publiques engagées depuis des dizaines d'années. Poitiers a la chance d'avoir **11 Maisons de Quartier**, que vous aurez l'occasion de découvrir pour certaines pendant les Manufactures de demain. Elles sont toutes associatives, reconnues pour leur action au service de la cohésion sociale dans les quartiers de la ville et pour leur capacité à coopérer... y-compris avec nous, puisqu'elles ont activement contribué à l'organisation de l'événement.
- Peut-être avez-vous déjà entendu le Ministre de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports parler de Poitiers comme la « **Capitale de l'Education** ». En effet, Poitiers héberge le siège de nombreux opérateurs nationaux de l'éducation nationale (CNED, IH2EF, Canopé). **Avec ces Rencontres Nationales de l'Education Populaire, nous ferons de Poitiers une capitale qui valorise l'éducation dans la diversité de ses apports, et de ses acteurs.**

C'est un événement construit pour toutes et tous, avec toutes et tous, y-compris celles et ceux qui n'ont pas un parcours dans l'éducation populaire, mais sont curieux, curieuses. Vous aurez l'occasion demain de découvrir peut-être, de re-découvrir sans doute, les fondements, l'histoire, les réalités de l'éducation populaire, et de mesurer combien elle a été au coeur de nombreuses politiques sociales éducatives, culturelles, depuis plusieurs siècles.

Et pourtant, aujourd'hui, l'éducation populaire disparaît des débats comme elle pourrait disparaître des politiques publiques, sans bruit.

Sans bruit, depuis des décennies, l'éducation populaire est peu à peu fragilisée, et n'échappe malheureusement pas à la libéralisation croissante de la société.

Dans un discours plombant permanent de carence de moyens publics, l'éducation populaire se débat avec des politiques publiques de plus en plus gestionnaires, qui confinent ses acteurs au statut de prestataires, qui fragilisent les emplois qui les font vivre, qui oublient le sens de leur projet, et qui, au fond, les entretiennent dans un questionnement permanent et insolvable : rester fidèle à son projet, à ses valeurs ? Ou jouer le jeu des cadres imposés, au risque sans cela de menacer l'existence même de leurs structures ?

Sans bruit, l'éducation populaire est aujourd'hui, à nouveau, invisibilisée dans les organigrammes ministériels, mais aussi dans le débat politique.

Avons-nous entendu parler de politiques sociales du temps libre pendant cette campagne Présidentielle ? Alors que tant d'inégalités augmentent dans le temps libre, et que les vacances, le voyage, la culture, et même la jeunesse, deviennent aujourd'hui des privilèges, plus que des droits offerts à chacun.

Mais surtout, l'éducation populaire contraste très fortement avec les évolutions de notre société, et singulièrement de ses ambitions éducatives.

Alors qu'elle recherche l'émancipation citoyenne, culturelle, sociale, pour toutes et tous, l'éducation populaire entre en confrontation avec une société où nous sommes de plus en plus appréhendés uniquement comme des travailleurs, des consommateurs, des sujets passifs, plutôt que des citoyens actifs.

Alors qu'elle est fondée sur l'action collective, sur le sens de la coopération, l'éducation populaire entre en confrontation avec une société de plus en plus individuelle, dans laquelle l'engagement dans des espaces collectifs est de moins en moins reconnu, et soutenu. Alors que c'est là que se construit l'autonomie, l'esprit critique, la conscience politique, l'approche politique dominante encourage la désertion des espaces collectifs dans nos villes, dans nos quartiers, dans nos syndicats, dans nos services publics, relégués derrière des écrans.

Mais c'est justement parce-que notre société, au sortir d'une crise COVID qui a tant miné les liens sociaux, en pleine crise de confiance démocratique, en proie à une forme de prostration face à la montée des extrêmes, que nous avons aujourd'hui besoin d'une éducation populaire forte. **Porter un plaidoyer pour la connaissance, la re-connaissance de l'éducation populaire en tant qu'espace éducatif pertinent face aux défis du moment : c'est le premier objectif des Rencontres Nationales de l'Éducation Populaire.**

Il ne s'agit pas de défendre l'éducation populaire comme une image d'Epinal, une jolie photo des colonies de vacances de notre enfance. Nous nous inscrivons dans une histoire forte, marquée par les moments illustres de la Révolution française, du front populaire, de la libération, de la décentralisation culturelle, et même des Rencontres pour l'avenir de l'éducation populaire, organisées par la Ministre Marie-Georges Buffet en 1998, c'est une histoire que nous reconnaissons, dont nous sommes fiers, et que, humblement, nous

poursuivons. Mais aujourd'hui, il s'agit d'écrire une nouvelle page, de prendre de nouvelles photos, qui soient profondément à l'écoute des besoins actuels des citoyens et citoyennes.

Il ne s'agit pas non plus d'être sur la défensive uniquement. L'éducation populaire est, à mon sens, tout autant menacée par des politiques publiques dégradées, que par la méconnaissance, l'effacement, l'éloignement de son projet vis-à-vis des acteurs de l'action publique, et des citoyens. Nous devons aussi faire face à une profonde méconnaissance du sens de l'éducation populaire, de ses fondements, de ses acteurs, pour qui ne l'a pas expérimentée. **C'est pourquoi la formation, des élus, des agents des collectivités, des cadres et militants associatifs, est un autre objectif fort des Rencontres Nationales de l'Education Populaire.**

Mais surtout, l'éducation populaire ne sera jamais aussi forte que si elle s'ouvre, se met à l'écoute et en mouvement pour prendre à bras le corps les besoins des citoyens d'aujourd'hui et de demain. De quels espaces ont besoin, aujourd'hui, les citoyens les plus éloignés des espaces collectifs ? De quel monde auront besoin, demain, les enfants qui naissent aujourd'hui ?

Comment faire de l'éducation populaire une réponse à l'urgence démocratique ? Face à la désaffection démocratique, face au surgissement des aspirations communautaires ou autoritaires, il y a urgence à nous rappeler que la démocratie, que même la conscience du sens de la République, ne se décrète pas, mais qu'elle s'apprend, qu'elle se pratique, qu'elle s'éprouve à travers des débats, des espaces de délibération collective.

Comment apporter une réponse, par une action éducative, à la montée des extrêmes ?

Comment contribuer à faire en sorte que la jeunesse des quartiers dits prioritaires se sente vraiment partie prenante de la communauté locale, nationale ? Comment lui donner confiance en son pouvoir d'agir, pour qu'elle soit mieux représentée ?

Comment accompagner la jeunesse face aux bouleversements climatiques annoncés, qui vont être au cœur de leur vie, de notre vie ?

Et comment faire entendre, en ces temps où des peuples subissent à nouveau la guerre à nos frontières, que fondamentalement, l'éducation populaire est aussi un mouvement d'éducation à la Paix. Parce-qu'elle forme des citoyens éclairés, libres d'esprit, capables de s'émanciper de toute propagande ou domination intellectuelle, parce-qu'elle leur permet d'expérimenter le vivre ensemble parfois au-delà des frontières, elle fait partie des réponses à relever aujourd'hui.

Ce sont quelques unes des questions auxquelles les Rencontres Nationales vous proposent non pas de répondre, mais de réfléchir.

Ainsi, dans ces temps difficiles, où nous avons besoin de faire corps, la Ville de Poitiers souhaite être une ville accueillante pour toutes celles et tous ceux qui font vivre l'éducation populaire. Humblement, nous souhaitons être comme une ville refuge, une ville repère, et surtout une ville de stimulation politique et éducative pour faire en sorte que l'éducation populaire reste éveillée, dans cette logique de questionnement permanent de nos projets, de nos pratiques, qui font parfois le charme de réunions interminables, mais qui est pourtant indispensable pour être à l'écoute du monde, et en prise avec ses appels.

Une ville où, tous les deux ans, nous puissions faire un « pas de côté » pour se former, échanger, penser ensemble l'actualité et l'avenir de l'éducation populaire. C'est un autre objectif des Rencontres de l'Education Populaire.

Je vous souhaite à toutes et à tous de très belles Rencontres de l'Education Populaire.

2 - Conférences « Etat des lieux, regards critiques sur l'Éducation populaire pour réfléchir à son avenir »

2.1 - L'histoire de l'éducation populaire, ses origines, ses avancées, ses soutiens, ses acteurs et actrices, ses rôles dans l'histoire, ses soutiens politiques

Intervention à deux voix : Léo Vennin, chercheur en sciences politiques et Sylvère Angot, Sociologue

Plan de l'intervention :

- L'histoire de l'éducation populaire, entre légende dorée et légende noire – entre mythe et histoire
- L'impossible définition ?
- Annonce de la démarche d'historicisation et du plan

I / L'histoire de l'éducation populaire au prisme de son institutionnalisation : un processus ambivalent

1. De la Révolution Française à la Libération

- XIXème siècle et question sociale : l'enjeu de l'éducation du peuple
- Laïques, confessionnels, ouvriers : les trois faisceaux de l'éducation populaire

- Des lois de scolarisation à 1936 : l'éducation, une politique d'Etat
 - Vichy – une paradoxale reconnaissance
2. Libération comme âge d'or ?
 - La mise en administration de l'éducation populaire (Ministère, agrément, création des corps d'Etat, etc.)
 - Le foisonnement associatif et l'âge d'or de la relation coopérative
 3. Années 60 et refonte dans l'animation socioculturelle
 - L'émergence de « l'animation » et ses conséquences (modernisation, professionnalisation, neutralisation des enjeux idéologiques)
 - Un paysage associatif en voie de recomposition sur fond de modification de la société : l'amorce d'une crise identitaire
 - Co-construction paritaire de l'action publique ou consensus de façade ? La revendication partenariale
 - Tournant des années 70 : amorce du retrait de l'Etat et remise en cause de l'Etat providence

II/ Fin puis renouveau de l'éducation populaire ?

1. L'éduc pop, monsieur ils n'en ont pas voulu
 - Qu'est-ce que le new public management ? Fusions, mutualisations, agenciarisation, externalisation, marchandisation, numérisation
 - L'attrait pour d'autres formations, d'autres entrées : neurosciences, management, Economie Sociale et solidaire
 - Conversion idéologique des pouvoirs successifs
 - Les modèles de financements : Marchandisation, appels à projets (Simon Cottin-Marx)
 - Vers une logique de principal/agent. Les asso comme opérateur, les charges de reporting
 - La décentralisation
 - Suite et fin des services de Jeunesse et Sports : la fiche de poste d'un Conseiller d'Education Populaire et Jeunesse (agent de l'Etat) aujourd'hui
2. Vers de nouvelles formes institutionnelles déstructurées
 - La vie associative reste réelle et florissante (Viviane Tchernonog)
 - Les reliquats : FONJEP, formation des bénévoles
 - Reprise du flambeau par les collectivités territoriales : jeunesse, sports, vie associative, participation citoyenne, développement social local
 - Renouveau de l'utilisation institutionnelle de l'expression (Centres sociaux)

- Services civiques (Florence Ihaddadène) et Service National Universel
3. Un petit univers à la vie dure
- Des réappropriations militantes radicales. Les terrains de la radicalité politique : Nuit debout, gilets jaunes, Communauty Organizing, Cabiria
 - Transition écologique et sociale vers le développement durable et transformation sociale
 - Revendications des droits culturels, développement social local, culture et jeunesse

2.2 - Autour du Rapport du CESE : l'éducation populaire, une exigence pour le 21^{ème} siècle

Intervention de Jean Karl Deschamps, rapporteur au CESE du rapport « L'éducation populaire, une exigence du XXI^e siècle ».

Plan de l'intervention :

- Commentaire sur les raisons de l'écriture du rapport
- Enseignements principaux du rapport
- Cinq préconisations parmi 20 du rapport

Commentaires sur les raisons de l'écriture du rapport :

- Une photo de la vision de l'éducation populaire par tous les acteurs de la société civile : représentants de l'éducation populaire, de l'entreprise, de l'artisanat, de l'agriculture, de l'environnement, des territoires d'outre-mer, de la famille, etc.
- Une co-construction de préconisations avec l'ensemble de ces acteurs, raisonnées et raisonnables, c'est-à-dire qui semblent applicables.
- Le rapport permet de percevoir la réaction des pouvoirs publics. Ce rapport a été présenté auprès de deux mille personnes, notamment à l'Elysée, aux ministères, à leur demande.

Enseignements principaux du rapport :

- La méconnaissance par les acteurs qui ne sont pas issus de l'éducation populaire
- Education populaire invisible en raison de plusieurs points, critères
 - Réelle humilité des acteurs qui sont souvent des bénévoles, qui sont des faiseurs. Et qui donc, dans cette société, ils ne parlent d'eux.

- Difficulté de définir et de comprendre ce qu'est son périmètre. Les associations en sont les principales porteuses, mais il y a aussi les mutuelles, les syndicats, les coopératives et, quelque part, les partis politiques. Ceci vient de l'absence de définitions. Définir l'Éducation populaire n'est pas simple mais on peut relever six constantes : la finalité de transformation sociale, l'objectif d'émancipation individuelle et collective, l'attachement à une pédagogie active, la capacité à innover, le portage de l'intérêt général par des structures à but non-lucratif et la proximité avec les territoires.
- Difficulté à faire reconnaître l'importance de l'action de l'éducation populaire dans l'histoire de notre pays. L'émergence des colonies de vacances, des bibliothèques, les villages de vacances, etc... ont marqué fortement notre histoire mais aussi par exemple, le festival de Cannes aussi dans ses origines. L'éducation populaire est le premier laboratoire d'innovation sociale et sociétale de notre pays. L'éducation populaire n'hésite pas à bousculer l'ordre établi. Exemple : le planning familial, Act'up ou AIDES, lorsque des associations garantissent à elles seules, essaient d'accueillir dignement des migrants dans des communes frontalières. Tout ceci n'est pas revendiqué. Ce qui ne participe donc pas à définir l'Education populaire.
- Incapacité à communiquer la notoriété de l'Education populaire. L'état a repris le langage de l'Education populaire (exemple : la participation citoyenne, la co-construction, etc.) mais aussi les collectivités locales ont développé plus d'internalisation des compétences de l'Education populaire aux préjudices des partenariats avec les structures. Le milieu de l'entreprise concurrentielle s'est aussi approprié les méthodes de l'Education populaire : nombre de cabinets de conseil déploient ses méthodes avec force.
- Isolement des acteurs de l'Education populaire, rupture avec les autres acteurs. Les syndicats d'ouvriers sont des acteurs de l'Education populaire, l'objectif d'émancipation leur parle. Pourtant plus de dialogue entre eux et les acteurs de l'Education populaire.

Cinq préconisations parmi 20 du rapport :

- Renforcer les moyens de l'INJEP pour renforcer les moyens d'observation des impacts sociaux et sociétaux de l'Education populaire
- Mettre les acteurs en réseau, partager tout ce que l'Education populaire fait. Un fond national d'accompagnement à l'innovation et d'expérimentation, surtout de l'essaimage.

- Renforcer les recours aux Contrats Pluriannuels d'Objectifs. Gros problèmes des acteurs : difficulté économique, due au retrait des moyens des pouvoirs publics (l'Etat mais pas que), et surtout les moyens d'accompagnement et d'évaluation des projets qui mettent à mal les acteurs de l'Education populaire et la démarche même. Le glissement de la subvention vers l'appel à projet et, au pire, le marché public. La différence entre la subvention et le marché public, c'est le pouvoir d'initiative. Les acteurs deviennent non plus des acteurs mais des fournisseurs.
- Nécessité de sécuriser et stabiliser la situation fiscale des acteurs de l'Education populaire
- L'intégration de contributions financières relevant d'un CSE dans toutes les conventions collectives.

Conclusion :

Resituer la volonté du CESE : Dire qu'il y a dans notre société, des sujets importants à regarder comme celui de l'Education populaire. Au regard de la légitimité du CESE, il s'agit de faire des préconisations. Le service "après vote" : faire vivre et porter les rapports auprès des acteurs institutionnels, mais cela ne suffit pas. Il faut que les acteurs de l'Education populaire agrémentent, structurent leur propre démarche et leur plaidoyer auprès des pouvoirs publics.

2.3 - Economie sociale et solidaire : Destins croisés ?

Intervenante : Sandrine Rospabé, chercheuse au LiRIS (Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche en Innovations Sociétales) à l'Université Rennes2 et enseignante-chercheuse au département Carrières Sociales de l'IUT de Rennes / Université Rennes1.

2.4 - « Actualité de la démocratie culturelle, entre éducation populaire & droits culturels », Luc Carton, philosophe, 17 mars 2022

Nota : Luc Carton a dû décliner son intervention pour des raisons de santé, mais le philosophe a tenu à écrire une tribune. Elle a été publiée lors de l'événement en version papier et visible sur le site internet : www.rencontres-education-populaire.fr

En nous et entre nous, une fatigue démocratique grandissante et dangereuse : peu de citoyennes et citoyens s'imaginent encore aisément, sauf pour s'en défaire ou s'en laver les mains, déléguer à des mandataires le soin de faire le travail démocratique à leur place.

Le régime d'une démocratie confinée dans les seules élections est bel et bien terminé, même si les habitudes persistent, dangereusement, au point de voir le champ politique en bonne partie « colonisé » par des acteurs politiques qui n'ont pas l'intention de préserver l'État de droit ni de servir les droits humains : entre 30 et 45 % de l'offre politique de la présidentielle française de 2022 ? Près de 45% de la présidentielle américaine en 2017 et combien encore plus en 2024 ?

La raison profonde est bien identifiée depuis longtemps : pour déléguer sa responsabilité politique de citoyenne et de citoyen en toute confiance, il faut s'appuyer sur une vision partagée du monde entre électrices, électeurs et élu.e.s.

Dans un monde complexe, si bien croqué par Edgar Morin depuis un demi-siècle, dans une « Culture au pluriel », si bien annoncée par Michel de Certeau dès 1974, ce lien entre les deux faces de la représentation n'est plus disponible. D'où notamment l'affaiblissement des partis politiques, leur fragmentation, leur atomisation, leur impuissance culturelle. D'où une difficulté comparable des grandes organisations sociales, syndicales ou mutualistes, de renouveler la légitimité du lien de représentation sociale, faute d'un travail culturel de grande intensité.

En même temps, un immense désir de démocratie : pas une démocratie à déléguer à quelques-unes et quelques-uns, une démocratie à faire, à habiter du proche au lointain, un monde à se représenter en profondeur, largeur et longueur et couleurs, d'innombrables contradictions à analyser, délibérer et arbitrer, du commun à instituer, au-delà du clivage entre propriété privée et propriété publique : des usages en communs, comme le proposent Pierre Dardot et Christian Laval dans « Commun », Essai sur la révolution au XXIème siècle, (Éditions La découverte, 2014). Assumer la fin des hiérarchies, inaugurer l'égalité en actes.

Dépasser l'enfance de la démocratie où les « élus parents -patrons -chefs » arbitraient à quelques-uns. Introduire la démocratie dans les entreprises, la déployer mieux dans les associations, syndicats et mutuelles, la cultiver mieux dans la conduite des acteurs de l'économie plurielle, sociale et solidaire, l'investir en profondeur dans les fonctions collectives et les services publics, dans les collectivités publiques elles-mêmes.

Devant-nous, une transition essentielle à faire, renouer avec le vivant, s'inscrire dans le respect des écosystèmes, restaurer les équilibres climatiques, ré-encastrent l'économie dans la société -comme nous y invitait Karl Polanyi dans la Grande Transformation dès 1943- contester même qu'il puisse se perpétuer une économie déliée du social et de l'environnement, indifférente à ses externalités et dégâts, destructions et nuisances immédiates et différées. Se ressaisir de l'impensé de la social-démocratie : la démocratie

économique (pas seulement la démocratie salariale d'Isabelle Ferreras) est le chemin de la transition.

Autour de nous, dans un monde où les empires et leur logique guerrière menacent l'humanité même, les droits humains et les formes & les forces démocratiques, le patriarcat se remilitarise, dans l'intime des violences faites aux femmes, dans l'intime des violences institutionnelles aux personnes. Si nous ne surmontons pas notre propre fatigue démocratique, c'est le référentiel des droits humains qui s'effacera et les autoritarismes triompheront.

Le retour d'empire qu'exprime la guerre que fait (le fantasme de la grande) Russie à l'Ukraine est cela- même : le déploiement parfaitement insensé d'une puissance qui ne vise que sa puissance, quitte à mesurer cette puissance, monstrueusement, au nombre des destructions humaines qu'elle engendre. Mais cette guerre est aussi en nous, dans nos propres difficultés à entrer en égalité, à sortir personnellement du patriarcat.

Derrière-nous et avec nous, ce que peut l'histoire aujourd'hui (Patrick Boucheron), une longue tradition d'éducation populaire, d'émancipation culturelle dans l'action collective, à renouveler en situation dans la situation ici esquissée : faute de représentation commune du monde, disponible, stable et durable et communicable, un immense travail « culturel » pour élaborer, échanger et confronter nos représentations du monde est à entreprendre & démultiplier, dans toutes les circonstances de la vie sociale : dans les associations, dans les syndicats et mutuelles, dans l'économie plurielle, sociale et solidaire, dans les fonctions collectives et services publics, dans l'espace public même, spatial et immatériel.

Jusqu'à mettre le champ politique, acteurs, ses formes et ses forces sous pression : habiter la distance -l'abîme- de la délégation, dans l'ensemble des collectivités publiques. Des Mairies comme maisons communes des citoyennes et citoyens en action démocratique au quotidien. Cette éducation populaire nouvelle est appelée à se déployer dans le contexte où les inégalités se sont indéfiniment individualisées, dans le sillage de l'éclatement du salariat étudié par Robert Castel dans les Métamorphoses de la question sociale (Fayard, 1995), aujourd'hui démultiplié les effets conjugués de la mondialisation et de la numérisation. A lire d'urgence le dernier livre de François Dubet aux Éditions Le Seuil, Tous inégaux, tous singuliers, Repenser la solidarité. C'est dire que le « camp de la justice sociale » n'est plus déjà dessiné et que nos désirs de convergences de luttes exigent beaucoup plus de patience et d'endurance de chacune d'entre elle : une patience culturelle, des conflits à instruire sur le sens culturel des conflits socioéconomiques et sociopolitiques.

C'est pourquoi cette éducation populaire nouvelle ne peut viser un camp, une classe, un monde, mais le commun lui-même, l'espace public démocratique. Et c'est pourquoi la visée de cette éducation populaire est appelée à se saisir des droits humains, indivisibles dans leur

principe et interdépendants dans leur mise en œuvre, et, en particulier, des droits culturels et des dimensions culturelles des droits humains.

Car le cœur du conflit central aujourd'hui est de nature culturelle : comme Herbert Marcuse l'avait anticipé dans l'Homme unidimensionnel, ce qui est au cœur implicite des conflits, aujourd'hui, est la dimension de sens de ces conflits, dans sa triple acception : le sens instruit par nos émotions et sensations, le sens que porte l'intelligibilité du travail de la raison, le sens du mouvement, de la direction du cheminement vers un horizon. C'est bien la thèse que nous propose Alain Touraine, depuis 2005, dans « Un nouveau paradigme » (Fayard).

A l'horizon, loin devant : généraliser l'expérience démocratique , l'approfondir, en démultiplier les formes et les forces, lui proposer un exercice continu (Dominique Rousseau) par chacun, seule et en commun, en l'investissant massivement de culture, de travail sensible et intelligible : une démocratie culturelle comme régime général de la démocratie, bien au-delà d'une orientation des politiques culturelles ; ces politiques culturelles elles-mêmes, appelées à devenir générales, transversales à l'ensemble des politiques publiques.

Nous avons entamé ce travail de refondation de l'Éducation populaire fin des années 90, notamment au sein de diverses fédérations d'éducation populaire. Le parti communiste n'était pas mûr, pas plus que le PS de Jospin. Plus largement, nous n'avions pas encore pris la mesure des menaces qui pèsent, de l'intérieur, sur la vitalité démocratique, ni sur son effectivité publique et politique.

La chose de l'avenir de l'Éducation populaire fut mise en frigo, jusqu'à ce jour.

Il est grand temps de formuler et mettre en œuvre une politique nouvelle et ambitieuse de l'Éducation populaire politique ; une politique libérée de ses tutelles, une politique de la démocratie approfondie, visant un exercice généralisé des droits culturels et des dimensions culturelles des droits humains. Une politique transversale interrogeant et mobilisant l'ensemble des politiques publiques, l'ensemble des collectivités publiques.

Merci à Madame la Maire de Poitiers, merci au CNAJEP, merci aux nombreux alliés de cette belle renaissance, enfin, pour initier et accompagner une transition démocratique en grande profondeur!

3 - Les Manufactures de l'éducation populaire

Agissant pour une transformation sociale souhaitable pour garantir un avenir heureux, l'éducation populaire permet d'appréhender le monde selon ses complexités. Enrichie par ses actrices et acteurs, elle se vit et se pratique. Visant la transformation sociale et l'émancipation individuelle et collective, celles et ceux qui la font vivre sont impliqués dans de nombreux enjeux sociétaux. Par exemple : l'inclusion sociale, la participation citoyenne, la transition numérique, la santé publique, le rapport aux savoirs scientifiques, les droits culturels, l'éducation tout au long de la vie, la transition écologique, la place des religions dans un état laïque, etc.

Le cadre de l'événement a permis de donner à voir ce qu'est l'éducation populaire et comment elle répond à des enjeux de société majeurs par des méthodes et des pratiques innovantes. Un temps fort, nommé « Manufactures de l'éducation populaire », s'est tenu l'après-midi du 18 mars avec des ateliers thématiques organisés dans les locaux d'une quinzaine d'associations partenaires de Poitiers.

La co-organisation a lancé un appel à contribution pour faire vivre aux participantes et participants de l'événement des pratiques, une démarche d'éducation populaire, et partager leur savoir-faire. L'objectif était également de débattre autour d'une question « chapeau » sur laquelle reposait toute la dynamique des Rencontres : **“Comment l'éducation populaire peut-elle répondre aux enjeux sociétaux et environnementaux ?”**. Les ateliers ont permis de faire émerger quinze préconisations.

Selon leur sujet, les vingt-trois ateliers animés ont été classés en deux catégories :

- Manufacture « Enjeux sociétaux et environnementaux », atelier où l'illustration vient traiter en propre des enjeux de société
- Manufacture « Mécanique de l'éducation populaire », atelier où l'illustration vient traiter des modalités, des conditions associatives actuelles ou souhaitables ! Exemples : mode de contractualisation entre collectivités et associations, modèles socio-économiques associatifs, formation des bénévoles et salariés, etc.

Finalités et objectifs d'un atelier thématique :

- Découvrir une démarche d'éducation populaire
- Découvrir des pratiques d'animation de partage de savoirs
- Mettre au travail des participantes et participants autour d'une problématique en se reposant sur des savoirs théoriques et des savoirs pratiques
- Contribuer à l'écriture du livrable de l'événement (présenté en plénière le samedi après-midi)

Chaque atelier a été appelé à suivre trois grands volets dans leur déroulé :

- Présentation d'une illustration d'éducation populaire
- Conduite d'une réflexion de groupe mettant en jeu des problématiques du thème de l'atelier
- Formalisation d'éléments de réponses à la question « chapeau ». Ceux-ci doivent constituer la base sur laquelle s'appuient les échanges lors du temps d'interpellation politique.

L'ensemble du travail des ateliers a été collecté et a permis d'établir quinze préconisations appelant à agir pour une réelle politique publique de l'éducation populaire (cf. page 54 de ce document). Les Rencontres ont été l'occasion de présenter ces préconisations aux représentantes et représentants des candidates et candidats à l'élection présidentielle.

3.1 - Manufacture : Enjeux environnementaux et sociétaux

Atelier 1 - L'éducation à la sexualité par et pour les jeunes

Animation : Caroline Rebhi, Co-présidente du Planning familial

Quelques extraits de l'atelier :

Constats et réflexion partagés en atelier : Pourquoi les problématiques que traite l'atelier existent en France ? Quelles en sont les causes ? Quels sont les manques en France pour faire exister des solutions ?

Il y a une loi, ce qui est exceptionnel par rapport aux autres pays européens mais celle-ci n'est pas appliquée : manque de politiques publiques positives, de jeunesse et d'éducation à la santé. L'éducation populaire doit se re-politiser : échange de savoirs, faire attention aux rapports de force (violences, santé...).

Propositions pour que l'éducation populaire devienne un réel outil de transformation sociale et d'émancipation individuelle et collective, et qu'elle soit soutenue à bonne hauteur par les pouvoirs publics : Quel changement opérer ? Quels sont les leviers d'actions ? Quels sont les alliés (structures, faits sociaux, inertie sociétale, etc.) ? Ce qu'il faut développer de l'existant, ce qu'il faut inventer. Donner des repères spatiaux et temporels

Question du rapport de force politique (face aux institutions) : pour les repenser, il ne faut pas les nier mais les faire apparaître, politiser l'éducation populaire pour abolir le patriarcat. Les jeunes ont des savoirs, tout le monde... Pour les repenser, il faut échanger des savoirs, et créer des conditions.

Former des gens qui vont permettre aux jeunes de reconnaître leurs savoirs comme légitimes.

Éducation populaire: c'est transversal à tous les milieux (pro, familial...)

L'intime est politique: pour mettre en place et parler des questions de sexualité, il faut d'abord reconnaître aux jeunes et enfants qu'ils ont des capacités de faire par eux-mêmes. Le besoin de faire reconnaître à chacun qu'il a des droits: l'approche par les droits est importante comme une approche de citoyenneté : le droit d'avoir une contraception, anonyme, le droit d'avoir des infos...

Le besoin d'une politique de formation pour les personnes pour faire reconnaître l'intime comme étant un savoir.

La question de la passation est un projet politique important dans les politiques publiques : approche par les pairs - faire confiance.

Atelier 2 - Élus et centres sociaux, construire de nouvelles formes de démocratie

Animation : Maïa Cordier, chargée de mission influence à la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France

Quelques extraits de l'atelier :

Constats et réflexion partagés en atelier : Pourquoi les problématiques que traite l'atelier existent en France ? Quelles en sont les causes ? Quels sont les manques en France pour faire exister des solutions ?

Les problématiques et les obstacles à une démocratie participative articulée à une démocratie représentative, à la création d'espace d'expression et de débat entre habitantes / habitants et élués/élus sur les sujets qui les concernent :

- Un sentiment de défiance des habitantes et habitants, qui peut être alimenté, localement, par l'omniprésence des élués et élus lors des campagnes électorales suivie d'une absence sur le terrain dès qu'ils sont élus
- Des représentations que l'on a les uns sur les autres, des à priori (l'idée que les gens désertent la vie démocratique, alors que sur les sujets qui les concernent, ils s'engagent).

Une forme de rigidité des élués et élus qui restent collés à leur feuille de route, leur document de campagne face à des sujets qui sortent de leur plan de mandat = enjeu de la posture d'écoute.

En interne : le débat et le positionnement au sein de nos instances politiques associatives qui demande une clarté sur le rôle et la posture de la structure sur son territoire.

La question de la neutralité (de la structure, des personnes) et le soupçon de parisianisme. Quid d'un lieu perçu comme partisan, lieu d'agitation sociale ? Quand le président de la structure est élu de l'opposition ?

--> Animer du politique, pas égal à parisianisme

Le risque de perdre des financements publics si le sujet abordé fâche.

La méconnaissance de certaines élués et certains élus sur la culture associative, et le rôle et la fonction de structures comme les centres sociaux.

Une forme d'instabilité par essence, il suffit d'un sujet qui ne plaise pas, d'un changement de couleur politique, de relation personnelle... même si accord théorique sur le rôle des structures d'éducation populaire.

Les habitantes et habitants ne constituent pas une voix homogène, une voix qui n'est pas toujours construite et qui ne fait pas bloc.

Propositions pour que l'éducation populaire devienne un réel outil de transformation sociale et d'émancipation individuelle et collective et qu'elle soit soutenue à bonne hauteur par les

pouvoirs publics : Quel changement opérer ? Quels sont les leviers d'actions ? Quels sont les alliés (structure, fait sociaux, inertie sociétale, etc.) ? Ce qu'il faut développer de l'existant, ce qu'il faut inventer.

Les préalables, prérequis, leviers pour reproduire la démarche :

- Partir d'un sujet qui concerne toutes les parties, rendre visible les intérêts de chacune
- Contractualiser sur la fonction d'accompagnement du dialogue démocratique sur le territoire, pas uniquement sur l'animation du territoire et la prestation de services.
- Clarifier et travailler une posture d'écoute, de médiation, de neutralité, et partagée par toute l'équipe.
- Construire une parole collective
- Partir de et reconnaître l'expertise organique de chacune et chacun, dans une logique de penser l'interaction de ces expertises
- Une solidité et une solidarité dans le groupe, au sein de l'équipe et un soutien du CA
- Qualité des outils d'animation et temps de préparation soigné
- Penser les suites, être au clair et communiquer sur ce qui sera fait de la parole récoltée, la rendre visible
- Un cadre souple, adaptable aux objectifs cherchés, co-construit avec les parties prenantes pour qu'il soit intégré et sécurisant

Les préconisations, ce qu'il faudrait inventer ou renforcer :

- Penser la complexité de nos organisations, produire de l'analyse et observation scientifique, capitalisé, essaimé
- Fabriquer des alliances
- Former aux techniques et outils d'animation de débat et de médiation politique, formaliser une méthodologie
- Campagne commune des acteurs de l'éducation populaire pour que les élues et élus soient plus au clair sur leur compréhension de l'intérêt de nos démarches
- Maintenir des temps de discussion entre acteurs de l'éducation populaire, échange de pratiques
- Meilleure prise en compte des conditions de travail des acteurs de l'éducation populaire, sécuriser l'autonomie des acteurs de l'éducation populaire --> un organisme neutre garant de l'indépendance des structures d'éducation populaire ?

Atelier 3 - Conseil Municipal des Enfants à Bordeaux : un nouveau format au service d'une participation citoyenne renforcée

Animation : Sylvie SCHMITT, adjointe au Maire en charge de l'Education, l'Enfance et la Jeunesse Ville de Bordeaux

Quelques extraits de l'atelier :

Constats et réflexion partagés en atelier : Pourquoi les problématiques que traite l'atelier existent en France ? Quelles en sont les causes ? Quels sont les manques en France pour faire exister des solutions ?

Laisser un espace aux enfants permet d'observer qu'ils abordent des préoccupations sociétales = Principe d'éducation informelle

Nécessité de préserver malgré les obstacles et penser à l'intérêt des enfants, pour rechercher la complémentarité avec l'Éducation Nationale notamment.

Nécessité du portage politique et de ressources humaines pour que les dispositifs de Conseil municipal des enfants soient réellement mis en œuvre sans risque d'instrumentalisation.

Expérimenter l'exercice démocratique par des nouvelles modalités telles que le tirage au sort et le renouvellement par moitié chaque année.

Propositions pour que l'éducation populaire devienne un réel outil de transformation sociale et d'émancipation individuelle et collective et qu'elle soit soutenue à bonne hauteur par les pouvoirs publics : Quel changement opérer ? Quels sont les leviers d'actions ? Quels sont les alliés ? Ce qu'il faut développer de l'existant, ce qu'il faut inventer.

- Valoriser les espaces de loisirs comme éducatifs et émancipateurs en mettant en valeur le développement des compétences psychosociales.
- Encourager les rencontres des enfants d'un même territoire pour favoriser l'émulation et la diversité.
- Créer les conditions pour considérer véritablement le point de vue de l'enfant afin de modifier les regards des adultes sur la Ville.
- Favoriser la reconnaissance des acteurs de l'animation par l'Éducation Nationale en construisant un projet commun.
- Associer l'ensemble de la communauté éducative au diagnostic pour comprendre les besoins du territoire et à hauteur d'enfants.
- Permettre à chacun d'avoir sa place en définissant le périmètre d'intervention des enfants : l'accompagnateur (collectivité) permet aux enfants d'être acteurs de leur projet – place de l'enfant au centre, par et pour

- A terme, il serait intéressant de voir l'impact sur le savoir être et savoir-faire et sur la place de l'enfant/jeune/jeune adulte dans la vie citoyenne : en lien avec les enseignantes et enseignants, observer l'évolution de l'enfant dans le vivre ensemble.
- Proposer des méthodes de démocratie participative associant les enfants en les initiant au tirage au sort ; exemple à répliquer dans d'autres instances ?
- Faire évoluer les représentations pour favoriser la mixité : inciter les professionnels à vivre situations différentes.
- Agir pour la Formation des animatrices et animateurs : ouverture, inciter à aller se former en dehors de son quartier, sa ville, sa région.
- Permettre aux enfants d'une Ville de découvrir l'ensemble du territoire par une approche in situ.

Atelier 4 - Comment à travers l'engagement des jeunes redonner du sens à la démocratie représentative

Animation : Sandrine Martin, Directrice enseignement supérieur jeunesse Association de la Fondation Étudiante pour la Ville (AFEV)

Constats, réflexions partagées en atelier :

Les jeunes vont de moins en moins voter : problème d'offre politique, manque de civisme, désintérêt? Pourtant un grand nombre d'entre eux s'engagent pour l'intérêt général. Comment transformer l'engagement bénévole en engagement politique dans notre démocratie?

L'engagement : vrai levier ou source d'inégalités plus profondes face à notre modèle démocratique? Comment rendre l'engagement accessible à toutes et tous?

Pourquoi les problématiques que traite l'atelier existent-elles en France ?

- Recherche d'horizontalité dans un système vertical et pensé par d'autres générations dans un autre contexte.
- Perte de confiance dans la capacité à changer les choses durablement via la représentation politique.
- Souhait de s'inscrire concrètement dans des actions directes qui résonnent avec les motivations personnelles.

Quelles en sont les causes ?

- Distance creusée entre réalités de terrain et visions portées par nos représentantes et représentants
- Perte de sens et de sentiment d'être réellement représentés

- Renforcement de ces éléments liés à la période COVID et fragilités nouvelles chez les jeunes

Quels sont les manques en France pour faire exister des solutions ?

- Espaces participatifs transversaux, allant au-delà des intérêts délimités et liés aux groupes sociaux concernés
- Parcours d'engagement et temps dédiés
- Re-légitimation du politique et valorisation du terme comme de l'action et des positionnements induits.

Propositions pour que l'éducation populaire devienne un réel outil de transformation sociale et d'émancipation individuelle et collective et qu'elle soit soutenue à bonne hauteur par l'Etat : Quel changement opérer ? Quels sont les leviers d'actions ? Quels sont les alliés (structure, faits sociaux, inertie sociétale, etc.) ? Ce qu'il faut développer de l'existant, ce qu'il faut inventer.

Question de l'accessibilité

- Lever les freins financiers cf. droit commun et politiques transversales visant à réduire les inégalités et les situations de précarité, et faciliter le temps de l'engagement en permettant la réponse aux besoins primaires, sur différents degrés possibles, "ne pas faire peur";
- Idem sur "le bon moment pour soi" : chacun sa temporalité mais nécessité que ce soit possible à chaque étape de vie
- Aller vers les jeunes sur leurs lieux de vie et circulation, changer les codes institutionnels, les renverser, investir la rue pour échanger
- Faciliter l'accès aux instances décisionnelles des plus jeunes les y rendre légitimes, re-politiser, valoriser l'engagement étudiant, inclure du temps libre dans les emplois, du temps à cet effet
- Promouvoir les junior associations et formats d'expérimentation de projet/débat des jeunes (ATEC, équipes projet...).
- Sensibiliser tout au long de la vie, cf. stage de troisième dans une association de solidarité pour découverte
- Donner les clefs aux jeunes : convocation des réunions, préparation des ordres du jour, organisation des débats, mise en adéquation des enjeux politiques et réalités de terrain.
- Simplifier l'inscription sur les listes électorales cf. mal ou non inscrites/inscrits, accompagner ce temps fort de l'accès à la citoyenneté.

- Réactivité des financeurs vis-à-vis des actrices et acteurs de terrain cf. décalage dans les calendriers qui démobilise les jeunes investis sur projet au fil des étapes
- Prise en compte des influences éducatives, appui sur les familles, renforcement des “personnes modèles” pour déclenchement des envies d’engagement
- Vigilance à éviter les frustrations sur envie d’engagement corrélée à la nécessité de valoriser/reconnaître et besoin de résultat immédiat visible
- Création d’un parcours continu “petites graines” permettant de voir la capacité à faire bouger les choses et agir concrètement petit à petit, “des gâteaux à la kermesse de l’Ecole à l’engagement adulte”, palier par palier
- Rendre visibles et relayer les plateformes existantes d’appel à bénévolat au-delà des initié-e-s et sachant-e-s

Question de la représentation

- Le vote permet de faire changer les choses au niveau national, nécessité de valoriser l’impact structurel du vote sur la transformation sociale et les acquis historiques.
- Facilitation de la reconnaissance de l’engagement bénévole comme acte politique cf. citoyenneté utile et nécessaire (pas juste acquisition de compétences complémentaires).
- Valoriser les nouvelles méthodes de lutte et nouveaux moyens d’interpellation émergents, les mobiliser
- Éducation aux réussites d’impact politique dans le cadre d’une démocratie représentative (retour historique)
- Formation citoyenne à renforcer : sentiment de légitimité, prise de parole en public, développement de l’esprit critique dans le système scolaire et les systèmes de formation cf. appui sur éducation civique, contenus construits avec les jeunes en partant de leur vision
- Vers une école coopérative intégrant et reconnaissant la diversité des formes d’engagement depuis le très local et le très concret, vers une école à visée de transformation sociale?
- Retour sur le sens du politique, le dissocier du partisan et gouvernemental ou réformer le terme politique, trouver un nouveau terme?
- Réciprocité de l’engagement sans protocole pour les élues et élus, faire vivre les pratiques démocratiques au-delà des lieux et espaces institutionnels, former les adultes à laisser la place à ces pratiques et penser leur place située
- Lutter contre la peur du changement, transformer les pratiques de manière durable et inscrite dans le temps

- Agir en direction des représentantes et représentants du peuple pour leur permettre d'entendre et écouter, faire de la place et modifier les logiques de mise en œuvre de l'action publique
- Vigilance quant aux maladresses/besoins de formation pour agir cf. maraudes
- Vigilance, risque de dévoiement (travail dissimulé, utilisation instrumentalisée des engagements) de l'engagement de départ à l'engagement global?
- SNU non-correspondant aux besoins et logiques identifiées, ne relève pas de l'éducation populaire, ne vise pas la politisation des plus jeunes
- Un seul dispositif d'Etat ne peut répondre à l'ensemble des logiques d'engagement et envies des jeunesses diverses

Atelier 5 - Co-construire des dynamiques locales d'éducation populaire: le partenariat entre les Villes de Lyon et de Poitiers et les associations de leur territoire

Animation :

- Simon Berger, Chargé de mission des Vacances Pour Toutes et Tous à la Ville de Poitiers;
- Lucie Durand, Chargée de mission et Céline Fourteau, Formatrice à Vacances Ouvertes;
- Jordhan Fillon, Délégué général et Pierre Vallet, Directeur en charge des séjours de Vitacolo

Constats, réflexion partagée en atelier :

Pourquoi les problématiques que traite l'atelier existent en France ? Quelles en sont les causes ? Quels sont les manques en France pour faire exister des solutions ?

(Fusion des ateliers Quelles finalités pour les colos? Faire société grâce aux vacances, Ville de Poitiers, Vitacolo, Vacances Ouvertes)

Depuis 1850, une fracture sociale ne s'est jamais résorbée au niveau des vacances et de l'accès aux loisirs. Cela génère une inégalité d'accès aux vacances pour toutes et tous ; et des expériences de vacances en non mixité. Il apparaît un manque de valorisation de l'intérêt et des effets d'une expérience de vacances en collectif.

Il existe un décalage entre le besoin de la société autour des vacances, de la sobriété, de l'environnement et les aides publiques attribuées.

En France, aujourd'hui 1 personne sur 3 ne part pas en vacances malgré la loi de lutte contre les exclusions, la convention des droits de l'enfant etc.

C'est donc une partie non négligeable de la population qui n'a pas l'opportunité d'accéder à la totalité de ses droits. Face à une multiplication des offres d'aides aux vacances nationales et territoriales, beaucoup de personnes n'ont pas recours aux aides dont elles pourraient se saisir (fracture numérique, empêchement administratif, incompréhension, éloignement des acteurs des vacances de la réalité de terrain et des besoins).

Propositions pour que l'éducation populaire devienne un réel outil de transformation sociale et d'émancipation individuelle et collective et qu'elle soit soutenue à bonne hauteur par les pouvoirs publics : Quel changement opérer ? Quels sont les leviers d'actions ? Quels sont les alliés ? Ce qu'il faut développer de l'existant, ce qu'il faut inventer.

Le répit proposé par les vacances est un droit à réaffirmer et se doit d'être repensé aux regards des enjeux de sobriété, de vivre ensemble qui permettraient de prendre soin des uns et des autres, de soi et de la nature :

- Plafonner le prix des séjours des acteurs soutenus par les financements publics,
- Privilégier les acteurs qui s'engagent à mettre en œuvre la sobriété et l'accessibilité des activités,
- Harmoniser les politiques de soutien financier (CAF...) au niveau national,
- Favoriser l'accès aux transports en commun (coût des billets...),
- Soutenir la mise aux normes, la rénovation et le maintien de l'activité du patrimoine des colos. Parce que le vivre ensemble s'apprend, il faut mettre en place une véritable politique publique d'accès aux vacances collectives garantissant la mixité sociale culturelle, économique, géographique sur des durées longues. Nécessité que les décideurs publics s'acculturent à la thématique de l'éducation populaire et notamment au sujet des vacances,
- Utiliser le budget SNU pour favoriser le départ en vacances de toutes et tous au moins une fois avant sa majorité
- Montrer au grand public ce qui se joue en terme d'éducation populaire dans les espaces de vacances
- Valoriser le sens, l'image, les effets, les impacts pour tous les publics des expériences de vacances,
- Rendre accessible la formation au BAFA par l'intermédiaire d'aides financières adaptées et qui favorisent l'équité
- Remettre le vivre ensemble au cœur de cette formation

Atelier 6 - L'engagement éducatif des jeunes : un acte citoyen à accompagner et valoriser

Animation : Patricia Langoutte et Christophe Sauvaud, bénévoles des Francas de la Vienne et des Francas de Nouvelle-Aquitaine

Constats, réflexion partagée en atelier : Pourquoi les problématiques que traite l'atelier existent en France ? Quelles en sont les causes ? Quels sont les manques en France pour faire exister des solutions ?

La participation des jeunes à l'encadrement des séjours et accueils des loisirs éducatifs à titre occasionnel, et plus largement à l'accueil éducatif des enfants, se révèle progressivement en tant que véritable engagement (cf. étude OVLEJ - 9 mars 2022).

Nombreux sont les territoires qui se saisissent de ces parcours d'engagement éducatif (notamment du BAFA) comme d'un levier de formation citoyenne des jeunes.

Trop souvent minimisé, cet engagement dans l'éducation des pairs que constitue la mission d'animateur ou d'animatrice volontaire mérite d'être davantage soutenu par des politiques publiques ambitieuses et valorisé par l'ensemble de la communauté éducative, à tous les échelons.

Propositions pour que l'éducation populaire devienne un réel outil de transformation sociale et d'émancipation individuelle et collective et qu'elle soit soutenue à bonne hauteur par les pouvoirs publics : Quel changement opérer ? Quels sont les leviers d'actions ? Quels sont les alliés ? Ce qu'il faut développer de l'existant, ce qu'il faut inventer.

Quelles conditions nécessaires à l'engagement éducatif des jeunes ?

Sensibilisation :

- Mobilisation concertée des mouvements d'éducation populaire pour l'information des jeunes dans les établissements scolaires (dès le collège et dans les lycées) en prenant appui sur les conseils de vie lycéenne et autres instances.
- Intervention auprès des enseignants dans le cadre de leur parcours de formation initiale et continue.

Accessibilité :

- Mise en œuvre d'un plan gouvernemental d'aide pérenne pour le financement du BAFA.
- Intégrer le BAFA/BAFD dans le Contrat d'engagement jeune. Encouragement et soutien des dynamiques territoriales multi-partenariales (Etat, Région, Département, Communes et Communautés de communes, associations éducatives locales, jeunes, associations d'éducation populaire, pour la mise en œuvre de parcours d'engagement éducatif.

Accompagnement du parcours :

- Mobiliser davantage les équipes professionnelles pour un accueil et un accompagnement de qualité des animatrices et animateurs volontaires.
- Impliquer les élues et élus locaux et associatifs dans l'accompagnement des jeunes volontaires (transmission des valeurs, du projet éducatif).
- Valoriser les compétences acquises dans le cadre de "Parcoursup".

Reconnaissance :

- Faire aboutir le statut du volontariat (à l'échelle européenne) pour se libérer de l'ambiguïté du Contrat d'Engagement Éducatif
- Accompagner les jeunes dans l'identification des compétences acquises dans le cadre de leur parcours
- Valoriser les compétences acquises dans le cadre de "Parcoursup".
- Revaloriser la rétribution de l'engagement des jeunes qui encadrent les ACM.
- Publier largement les travaux de recherche sur les effets positifs (individuels et sociétaux) de l'engagement éducatif des jeunes

Atelier 7 - Droits culturels et Éducation artistique et culturelle, un témoignage des Ceméa dans les Festivals

Animation :

- Benjamin Dubreuil, Responsable du pôle Pratiques et politiques culturelles
- David Ryboloviecz, Responsable national du pôle Lutte contre les exclusions, santé psychiatrie et interventions sociales au CEMEA

Constats, réflexion partagée en atelier : Pourquoi les problématiques que traite l'atelier existent en France ? Quelles en sont les causes ? Quels sont les manques en France pour faire exister des solutions ?

Constat de confusion sur ce qui a de la valeur, sur ce que recouvre la notion de culture.

Constat de la nécessité de l'accueil comme condition de la rencontre.

Propositions pour que l'éducation populaire devienne un réel outil de transformation sociale et d'émancipation individuelle et collective et qu'elle soit soutenue à bonne hauteur par les pouvoirs publics : Quel changement opérer ? Quels sont les leviers d'actions ? Quels sont les alliés ? Ce qu'il faut développer de l'existant, ce qu'il faut inventer.

Repositionner dans les politiques publiques une définition de la notion de culture en référence aux Droits culturels : pour plus de liberté, de dignité

Prise en compte dans les politiques publiques de la nécessité du temps long :

- Favoriser la rencontre, les croisements des savoirs, la co-construction

- Repenser l'évaluation sur les démarches plutôt que les seuls résultats, et en référence à la définition aux droits humains fondamentaux

Atelier 8 - Les tiers-lieux associatifs, espaces d'expérimentations au service d'une citoyenneté active

Animation : Paloma Mayrargue, Responsable du développement à Animafac

Constats, réflexion partagée en atelier : Pourquoi les problématiques que traite l'atelier existent en France ? Quelles en sont les causes ? Quels sont les manques en France pour faire exister des solutions ?

- Recherche des habitantes et habitants de trouver de nouveaux espaces d'expérimentation, de participation citoyenne, de création de liens. On peut retrouver ces espaces dans certaines structures d'éducation populaire.
- Nouvelle utilisation du terme tiers-lieux qui est mal défini, et de la méfiance (à juste titre) des acteurs de l'éducation populaire déjà acteurs de lieux de vie, d'actions de faire ensemble, face à des acteurs (souvent privés lucratifs) qui croient tout inventer (Tiers-lieux face aux centres sociaux etc.).
- Un besoin existant d'accompagnement des structures d'éducation populaire, mais mal cadré, et les acteurs connus de l'accompagnement sont majoritairement des acteurs issus de l'entrepreneuriat à impact

Propositions pour que l'éducation populaire devienne un réel outil de transformation sociale et d'émancipation individuelle et collective et qu'elle soit soutenue à bonne hauteur par les pouvoirs publics : Quel changement opérer ? Quels sont les leviers d'actions ? Quels sont les alliés ? Ce qu'il faut développer de l'existant, ce qu'il faut inventer.

Sensibilisation des acteurs publics à l'importance de la gestion de lieux de vie et de "faire" co-porter, construits par nous, acteurs de l'éducation populaire,

Favoriser la réappropriation par les acteurs de l'éducation populaire et par ses publics (et les nouveaux publics) des concepts développés il y a parfois 100 ans.

Alliés :

- S'appuyer sur les jeunes générations qui ont des moyens de communication et de sensibilisation pour toucher plus facilement leurs pairs.
- Les initiatives déjà existantes (associations / régies de quartiers, MJC, centres sociaux)

Ce qu'il faut inventer :

- Dans ces lieux, repenser la place notamment des consommateurs (qui n'existait pas forcément avant) qu'il va falloir réussir à concilier avec la place des publics acteurs.

- Nouveaux publics bénéficiaires (+ nouvelles formes d'engagement - parfois moins pérenne, avec un militantisme différent, notamment néo-ruraux) qui nécessitent de réinventer nos modalités de co-construction
- Formation des acteurs publics, des collectivités territoriales, des CAF à ce que sont ces nouvelles formes d'engagement et de lieux d'exercice de la citoyenneté active.
- Les questionnements sont assez similaires avec la confrontation entre les acteurs qui se revendiquent de l'éducation populaire et les acteurs qui se revendiquent de l'ESS

Atelier 9 - Communs numériques et éducation populaire: des résonnances de valeurs

Animation : Collectif ÉducationPopulaireNum

- Olivia CAUËT, Chargée de missions au Comité régional des associations jeunesse et éducation populaire Nouvelle Aquitaine ;
- Bastien Masse, Délégué Général de Class'code;
- Laurent Costy Responsable de l'Axe Education et Commun du Numérique au Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active,

Constats, réflexion partagée en atelier : Pourquoi les problématiques que traite l'atelier existent en France ? Quelles en sont les causes ? Quels sont les manques en France pour faire exister des solutions ?

I/ La problématique de l'accès au numérique :

Un accès inégal mais pourquoi?

- Inégalité d'équipements
- Tuyau (réseau) : zone blanche, pas d'égalité territoriale
- Maîtrise d'outil / Connaissance
- Codes d'usages / Expertise
- Complexités liées à la dématérialisation
- Guichet physique
- Profusion des contenus ne signifie pas forcément appropriation (critique)
- Accessibilité RGAA : Référentiel général amélioration accessible
- Fractures numériques multiples (les vieux pour tiktok), les jeunes avec les pièces jointes
- Mise en danger de la neutralité du net. Séparer les opérateurs de réseaux et opérateurs de contenus.

II/ Le caractère politique du numérique:

- Un tiers des français en difficulté : rupture d'égalité de droits, accès aux prestations...

- Ce n'est pas uniquement générationnel
- Mondialisation de l'information aux mains de grandes entreprises privées (GAFAM) alors que le libre est morcelé
- Internet offre le potentiel à tout un chacun pour avoir accès à une information large. Qu'en faisons-nous dans une démarche d'éducation populaire?

III/ Faire ensemble:

- Privatisation: outils, applis, données, intérêts privés
- Invisibilisation des solutions existantes: licences alternatives, outils libres...
- Modèles économiques dominants qui s'imposent

Propositions pour que l'éducation populaire devienne un réel outil de transformation sociale et d'émancipation individuelle et collective et qu'elle soit soutenue à bonne hauteur par les pouvoirs publics : Quel changement opérer ? Quels sont les leviers d'actions ? Quels sont les alliés ? Ce qu'il faut développer de l'existant, ce qu'il faut inventer.

Les propositions suivantes sont hiérarchisées de la plus importante à la moins importante:

1. Mettre en place une convention citoyenne sur le numérique
2. Reconnaître l'éducation populaire comme l'un des acteurs majeurs de l'accompagnement au numérique
3. La dématérialisation se doit de respecter les objectifs de service public et ne laisser personne de côté.
4. Donner la priorité aux communs numériques
5. Pour permettre une réelle circulation de l'information et la maîtrise des données, imposer l'interopérabilité pour toutes les plateformes, services et logiciels.
6. Promouvoir et soutenir les solutions décentralisées
7. Garantir la neutralité du net
8. Lutter contre l'obsolescence programmée

Atelier 10 - Les jeunes et le climat Thématique et illustration

Animation : Catherine Colombeau, Chargée de développement pour le Pacte mondial des jeunes pour le climat

Comment impliquer les jeunes et aborder avec eux les enjeux climatiques ?

Par une présentation des outils de l'Espace Mendès France (structure qui porte les actions du Pacte mondial des jeunes pour le climat) et en présentant la fresque du climat, atelier mené par un élève-ingénieur de l'école nationale supérieure d'ingénieurs de Poitiers / Université de Poitiers, nous avons discuté des méthodes, outils, freins et préconisations liés à la

jeunesse et au climat dans l'éducation populaire. Nous avons présenté notre approche qui inclut l'importance du dialogue entre jeunes, spécialistes, élues et élus, sur un pied d'égalité, l'importance d'accompagner des actions concrètes et de leur fournir des outils adaptés à leurs pratiques, notamment les réseaux sociaux avec notre média commun aux 4 CCSTI de Nouvelle-Aquitaine : Curieux ! Qui lutte contre les fake news.

Constats, réflexion partagée en atelier : Pourquoi les problématiques que traite l'atelier existent en France ? Quelles en sont les causes ? Quels sont les manques en France pour faire exister des solutions ?

Marches pour le climat, ateliers et expériences dans l'éducation populaire de chaque participant.

Mobilisation des jeunes en France, en Europe, dans le monde. De nombreux jeunes Français sont très impliqués sur ces sujets.

Très peu d'enjeux climatiques dans les programmes scolaires.

Importance des réseaux sociaux, impact des fake news.

Comment toucher les publics déscolarisés ?

Rapport éducation au climat – emploi polluant

Dévoiement du débat citoyen notamment autour des éoliennes, du nucléaire, des bassines, de la convention citoyenne pour le climat. Problème des « consultations » dont les résultats sont outrepassés politiquement.

Propositions pour que l'éducation populaire devienne un réel outil de transformation sociale et d'émancipation individuelle et collective et qu'elle soit soutenue à bonne hauteur par l'Etat : Quel changement opérer ? Quels sont les leviers d'actions ? Quels sont les alliés ? Ce qu'il faut développer de l'existant, ce qu'il faut inventer.

- Impliquer les jeunes concrètement dans des projets après les avoir sensibilisés,
- Besoin de financements durables, sortir de l'injonction à l'innovation sans empêcher les expérimentations (sortir des appels à projet au profit des subventions).
- Transmettre la complexité (fresque du climat) Rencontrer des scientifiques
- Provoquer des comportements collectifs,
- Ouvrir des espaces collectifs (socialement mixtes) (y compris non institutionnalisés), de dialogue,
- Accompagner les jeunes en proposant de nouvelles formes de démocratie,
- Insérer les enjeux écologiques dans les programmes scolaires et en formation initiale (notamment en école d'ingénieur) et formation continue
- Prendre en compte les plus précaires en allant vers eux
- S'ouvrir à l'international (par ex : s'appuyer sur les structures jeunes européennes)

- Impliquer les jeunes dans les actions et dans leur (co)construction, rajeunir les structures (et les processus)
- S'adapter aux pratiques des jeunes (rester bienveillant)
- Décréter l'urgence climatique et sociale → la justice peut ici être un allié

Échelle temporelle : au plus vite !

Meilleure échelle spatiale : au plus proche, mais sans oublier les autres échelles aussi (notamment européenne)

Atelier 11 - Pratiques amateurs, sciences participatives

Animation : Patrick Matagne, Enseignant-chercheur // Espace Mendès France, Centre de culture scientifique, technique et industrielle

Constats, réflexion partagée en atelier : Pourquoi les problématiques que traite l'atelier existent en France ? Quelles en sont les causes ? Quels sont les manques en France pour faire exister des solutions ?

Les sciences participatives s'inscrivent dans une démarche citoyenne visant à développer la recherche collaborative grand public, production de données scientifiques par des bénévoles, à partir d'une situation-problème.

Parties prenantes : chercheurs et bénévoles, pas de prérequis pour les seconds, plaisir de la recherche sans enjeux économiques pour l'amateur

Impact sociétal : lien social, enthousiasme, sociabilité, citoyenneté (enjeux démocratiques de la lutte contre l'illettrisme scientifique),

Formation : s'approprier des protocoles, des méthodes. Notion de donnée scientifique, démarche scientifique, capacitation (empowerment)

Propositions pour que l'éducation populaire devienne un réel outil de transformation sociale et d'émancipation individuelle et collective et qu'elle soit soutenue à bonne hauteur par les pouvoirs publics : Quel changement opérer ? Quels sont les leviers d'actions ? Quels sont les alliés ? Ce qu'il faut développer de l'existant, ce qu'il faut inventer.

- Ne pas instrumentaliser la science participative
- L'éducation populaire ne doit pas combler un manque de moyen
- Laisser conduire les projets, retrouver le sens collectif, la notion d'intérêt général
- Prendre en compte les corps intermédiaires, valoriser l'initiative citoyenne
- Politique publique : favoriser le dialogue et le partenariat entre les acteurs
- Reconnaissance de l'éducation populaire, créer un ministère de l'éducation populaire

Atelier 12 - Emigration et éducation populaire ?

Animation :

- Yasmina BRUNET, Coordinatrices jeunes adultes au Centre socio-culturel des trois quartiers
- Justin PIRES, Ansoumane CHERIF, Andrew KAYAYA, Arnaud WEMBE

Constats, réflexion partagée en atelier : Pourquoi les problématiques que traite l'atelier existent en France ? Quelles en sont les causes ? Quels sont les manques en France pour faire exister des solutions ?

Les émigrants partent car ils sont dans une espérance de vie et d'émancipation. La France est le premier pays de destination pour les francophones. Poitiers est plutôt le fruit du hasard, pour éviter Paris.

Les problématiques :

- La place dans l'esprit des gens d'une émigration vue comme un problème, une importance forte, un débat surdimensionné.
- Le dénigrement de l'identité des personnes, l'incohérence dans les dossiers, le sentiment d'être toujours en insécurité
- Le manque d'accompagnement et de reconnaissance des associations et initiatives aidant les étrangers.
- Il manque en France l'envie, la volonté des institutions et des autorités de s'ouvrir à l'étranger et de considérer l'immigration comme une ressource.

Propositions pour que l'éducation populaire devienne un réel outil de transformation sociale et d'émancipation individuelle et collective et qu'elle soit soutenue à bonne hauteur par les pouvoirs publics : Quel changement opérer ? Quels sont les leviers d'actions ? Quels sont les alliés ? Ce qu'il faut développer de l'existant, ce qu'il faut inventer.

- Reconsidérer et travailler les liens entre associations et institutions. Ne pas renoncer aux finalités pour des considérations économiques. Revenir et faire venir sur le terrain les politiques et les institutionnels. Sortir de la suspicion des associations et des étrangers.
- Revoir les lois et surtout les faire appliquer.
- Donner les moyens pour pérenniser les actions qui fonctionnent.

Atelier 13 - Accompagner les salariés, la responsabilité des employeurs associatifs

Animation :

- Ethic étapes avec le CPA de Lathus
- Sébastien Mathieu, Directeur délégué et Grégoire Guichet, Responsable des formations qualifiantes à Ethic étapes

Constats, réflexion partagée en atelier : Pourquoi les problématiques que traite l'atelier existent en France ? Quelles en sont les causes ? Quels sont les manques en France pour faire exister des solutions ?

- Politiques de l'emploi – parcours d'insertion de qualité : prendre le temps de se remettre en confiance avant de « produire », entrer en formation, acquérir de l'expérience puis valoriser son expérience et ses compétences – reconstruire son projet de vie, son projet professionnel
- Éducation populaire = structure de 1^{er} emploi
- Tutorat : nécessité d'avoir du temps, financé
- Spécificité à accueillir des salariés dans des parcours longs, à accueillir les salariés dans l'émancipation alors que parfois le temps est contraint
- Insertion vs efficacité notamment dans la recherche de compétences
- Prix payé des loisirs par les usagers, des prises en charge
- Reconnaissance des métiers, des formations
- Taille critique des structures notamment par rapport à l'accompagnement des salariés → accompagnement des bénévoles à la fonction employeur
- Les salariés portent-ils les valeurs du centre ? Véhiculent-ils les valeurs de l'association au-delà de l'association ? Auprès des amis ? Dans la vie de tous les jours ?
- Question de l'engagement des salariés – évolution du profil des personnels
- Notre premier public pour l'éducation populaire, ce sont les administratrices et administrateurs, les salariées et salariés de nos structures
- Directrices et directeurs : animateurs de l'énergie, de la flamme de l'équipe de salariées / salariés et d'administratrices / administrateurs – organisateurs de la cohérence d'ensemble, harmonisation, socle
- Être raccord entre objet social / valeurs et fonction employeur

Propositions pour que l'éducation populaire devienne un réel outil de transformation sociale et d'émancipation individuelle et collective et qu'elle soit soutenue à bonne hauteur par les

pouvoirs publics : Quel changement opérer ? Quels sont les leviers d'actions ? Quels sont les alliés ? Ce qu'il faut développer de l'existant, ce qu'il faut inventer.

- Mettre en place un dispositif d'accompagnement (financier) à l'emploi spécifique à l'Education Populaire, notamment sur les temps « moins productifs » de premier emploi, retour à l'emploi ou permettre des exonérations de cotisations sociales et fiscales en contrepartie d'actions d'inclusion
- Créer un contrat de travail spécifique pour les salariés en parcours d'insertion ou de professionnalisation à 35h, dans les mêmes conditions que les salariés
- Réflexion autour d'un statut de « salarié - militant » pour concilier droit du travail et engagement bénévole dans sa structure employeur
- Permettre aux salariées, salariés ou à leurs représentantes et représentants de participer à la gouvernance des structures associatives.

Atelier 14 - Lutte contre les discriminations

Animation :

- Leila Kennouda, Travailleuse sociale, Secrétaire national CGT militante Ligue des droits de l'Homme
- Olivier Mainfroy, responsable à Alternatiba

Constats, réflexion partagée en atelier : Pourquoi les problématiques que traite l'atelier existent en France ? Quelles en sont les causes ? Quels sont les manques en France pour faire exister des solutions ?

Le peuple est privé de parole et de temps pour écouter, se former, se construire, se confronter aux autres, tout au long de sa vie.

Est-ce un hasard ?

La prise en compte des intelligences individuelles et collectives serait à même de nourrir du sang neuf de notre démocratie, dont les formes représentatives ne sont que peu adaptées aujourd'hui par rapport à l'évolution de notre société.

Problématiques :

- Banalisation et montée de l'extrême droite dans la sphère publique, disparition des services publics et des services de droit commun
- Pays assez conservateur, les relents de notre histoire passée (racismes, xénophobies...) resurgissent régulièrement, un manque d'ouverture sur le monde, sur l'autre, sur les différentes cultures du globe
- Disparition peu à peu des libertés individuelles donnant lieu à une société autoritaire qui dérive

- Pas ou peu de mixité sociale dans les quartiers notamment quartiers populaires, certains quartiers sont laissés à l'abandon (comme le monde rural)
- Culture de l'individualisme incarnée et exacerbée par les dirigeants politiques
- Suppression de certaines dotations aux secteurs associatifs ou militants, ce qui donne lieu à terme à leur disparition selon les territoires
- Manque d'engagement en faveur de la cause de lutte sociale et contre les discriminations notamment manque d'engagement envers la cause féministe. Lois insuffisamment appliquées en terme de sanctions pour la lutte contre les discriminations, dont l'islamophobie
- Tolérance d'acceptation de la part de la société inacceptable vis à vis de candidats accusés de violences ou agressions sexuelles qui donne lieu à un non-sens, un sentiment d'insécurité, de la confusion chez les citoyens et un sentiment d'impunité et d'inéquité
- Manque de volonté politique pour traiter ce sujet

Propositions pour que l'éducation populaire devienne un réel outil de transformation sociale et d'émancipation individuelle et collective et qu'elle soit soutenue à bonne hauteur par les pouvoirs publics : Quel changement opérer ? Quels sont les leviers d'actions ? Quels sont les alliés ? Ce qu'il faut développer de l'existant, ce qu'il faut inventer.

L'éducation populaire pose clairement la question de la démocratie dont elle est le ferment et l'outil.

Les pouvoirs publics sont des partenaires, ainsi que les réseaux associatifs et militants citoyens ; ces derniers ont besoin de budgets interministériels qui se déclinent sur les territoires afin de fonctionner correctement.

En restituant à chacun l'estime de soi et celles des autres, l'éducation populaire permet de construire un "en commun", d'inventer collectivement les perspectives d'un avenir désirable et les outils pour le construire.

Elle porte l'exigence du partage des savoirs et donc du pouvoir, celle du débat citoyen, de la co-construction et de la capacité à l'élaboration collective du projet politique.

Elle affirme que chacun peut transmettre et recevoir des connaissances tout au long de sa vie, quels que soient sa condition sociale et son bagage culturel, son âge, son sexe, sans hiérarchie...

Elle confirme que c'est en se confrontant aux autres, aux différences, que chacun, en construisant ainsi sa propre liberté, peut contribuer à une société plus solidaire, dans la reconnaissance réciproque des uns et des autres.

Aussi, il faut peser sur la transformation de la société en permettant à chacun de se doter des outils de sa libre pensée, de ses choix, de sa dignité de citoyen, d'Homme libre capable de penser une société qui le libère de la seule logique économique et financière qui le broie.

Une politique pour l'éducation populaire devra être mise en œuvre en la reliant à celles de la jeunesse, de l'enfance, de la culture, de l'action sociale et du logement, parce que le citoyen doit être considéré dans sa globalité et qu'il convient de favoriser la transversalité et la diversité.

Propositions :

- Nous voulons remettre sur le métier la question de l'éducation populaire et renouveler, pour toutes celles et ceux qui sont les acteurs et les militants, individus, associations et organismes, un cadre institutionnel ;
- Installer une conférence permanente de l'éducation populaire, nationale et décentralisée sur les territoires, lieu de concertation et de proposition permanent rassemblant acteurs publics et associatifs déjà fortement engagés, pouvoirs publics, élues et élus de la nation, collectivités locales, départementales, régionales, DRAC et toutes les institutions culturelles mais aussi les citoyennes et citoyens volontaires.
- Réaffirmer dans un cadre interinstitutionnel, la place de l'éducation populaire dans la transversalité des politiques publiques (culture, santé, monde rural, jeunesse, enseignement, formation, égalité F/H, égalité des droits, lutte contre les discriminations, politique de logement inclusive, équilibrée dans la diversité (personnes porteuses de handicap y compris...) et dans la mixité.
- Réévaluer le financement des fédérations d'éducation populaire, le soutien public à leur fonctionnement et à l'emploi de leurs personnels permanents, dans le cadre d'un Fond de Coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP), en sortant de la seule logique des appels à projets (budget qui permette un réel fonctionnement et une viabilité pérenne des projets).
- Soutenir, notamment dans le cadre des activités sociales des comités d'entreprises, le droit à la culture et à l'éducation populaire des salariés, et le droit à la formation.
- Revaloriser, dans chaque région, des pôles de ressources existants, les initiatives associatives et citoyennes, notamment dans les quartiers populaires ou dans les communes rurales, ou communes isolées.
- Favoriser une collaboration/formation avec les instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation (INSPE).
- Permettre la réduction de la discrimination numérique pour les citoyens puisqu'elle-même est la résultante de discriminations sociales et économiques.
- Faire intervenir les professions liées au monde du social : ASE, PJJ, Services judiciaires.

- Favoriser la formation professionnelle éducation populaire dans toutes les fonctions publiques et aussi pour tous les métiers en lien avec des êtres humains.
- Permettre à l'observatoire de lutte contre les discriminations de fonctionner réellement et efficacement (moyens humains et financiers).
- Former les personnels du périscolaire (action éducation populaire) dans les écoles maternelles, élémentaires et collèges, lycées avec des moyens financiers et humains
- Promouvoir l'espace des diversités (Toulouse) et reproduire d'autres espaces de ce genre sur un plan national.
- Promouvoir davantage la semaine contre les racismes sur le territoire.
- Changer le nouveau code de justice pénale des mineurs en intégrant l'éducation populaire obligatoire notamment dans les EPM (prisons pour mineurs).
- Instaurer des budgets genrés obligatoires dans les municipalités, les Départements, la Région...
- Promouvoir le défenseur des droits et assurer des permanences équitables sur le territoire ainsi que les associations de type CIDFF (centre d'information des droits de la femme et de la famille)
- Promouvoir et financer tous types d'actions populaires à l'initiative des citoyennes et citoyens, des militantes et militants du réseau ou tissu associatif

Atelier 15 - Laïcité, éducation populaire en Europe

Animation : Stephen Borderie, Délégué générale Ligue de l'enseignement de la Vienne

Comment penser la laïcité dans la cité à travers l'expérimentation du jeu "Cité cap ? Pour une pédagogie active de la laïcité" avec la découverte du jeu la ligue laïque développée par la Ligue 33.

Constats

1er constat : Il existe aujourd'hui des tensions et un malaise à parler de la laïcité. L'objectif de cet atelier sur la laïcité était de démontrer :

- Qu'il est possible d'aborder cette question et de vivre la laïcité dans la cité de manière apaisée.
- Que la laïcité est au cœur des questions de société (aménagement urbain, accès aux droits fondamentaux).
- Que la laïcité, loin d'être source de restriction ou d'interdiction, apporte des libertés.
- Qu'elle permet l'exercice du vivre ensemble.

2ème constat : D'une manière générale, à travers les actions éducatives, culturelles, sportives, de loisirs, de formation, d'insertion socioprofessionnelle... qu'ils conduisent, les

acteurs de l'éducation populaire participent à défendre le principe de laïcité et les valeurs de la République. Par conséquent, fragiliser les associations d'éducation populaire, c'est fragiliser la laïcité et les valeurs de la république.

Propositions

- Recréer une instance interministérielle, pluridisciplinaire autonome, indépendante qui traite des questions de laïcité.
- Remettre la laïcité au centre du débat politique et citoyen comme gouvernail des décisions politiques touchant aux droits fondamentaux (accès à une nourriture saine et locale, accès à la culture, aux loisirs, questions climatiques...).
- Aborder les questions de laïcité de manière transversale aux politiques publiques et aux projets associatifs et citoyens.
- Favoriser la participation et la mobilisation citoyenne, et débattre de la laïcité dans la cité de manière apaisée (encourager le débat citoyen au plus près des habitants en s'appuyant sur les acteurs de l'éducation populaire)
- Donner les moyens aux acteurs de l'éducation populaire d'intervenir en proposant une véritable pédagogie active de la laïcité sur tous les territoires (urbains et ruraux) qui favorise l'émancipation, le pouvoir d'agir et le vivre ensemble.
- Conforter le plan Valeurs de la République et Laïcité pour faire en sorte que toutes les élues et tous les élus, toutes les agentes et tous les agents de l'Etat et des collectivités soient à l'aise avec le principe de laïcité et sachent réagir de manière appropriée aux situations auxquelles ils sont confrontés

3.2 - Mécaniques de l'éducation populaire

Atelier 16 - Renforcer la place des territoires éloignés dans tous les espaces de participation

Animation : Cyril Conradi, Coordinateur au Comité régional des associations jeunesse et éducation populaire de la Réunion

Constats, réflexion partagée en atelier : Pourquoi les problématiques que traite l'atelier existent en France ? Quelles en sont les causes ? Quels sont les manques en France pour faire exister des solutions ?

Les problématiques que traite l'atelier existent en territoires éloignés, proviennent des caractéristiques géographiques et problèmes d'accès (à la culture, aux soins, aux déplacements, à l'information, aux droits...).

Faible participation des habitants : pouvoir d'achat (la vie est chère), logements (parfois insalubres, mal logement, cohabitations).

Insuffisance, difficulté d'accès à l'enseignement, l'information, l'éducation.

Propositions pour que l'éducation populaire devienne un réel outil de transformation sociale et d'émancipation individuelle et collective et qu'elle soit soutenue à bonne hauteur par les pouvoirs publics : Quel changement opérer ? Quels sont les leviers d'actions ? Quels sont les alliés ? Ce qu'il faut développer de l'existant, ce qu'il faut inventer.

- La première proposition est de favoriser les formations au pouvoir d'agir : les élues et élus, les professionnels, les jeunes, les bénévoles, ... L'enjeu est d'affirmer la nécessité de faire ensemble pour décrocher les territoires isolés.
- La deuxième proposition est une gouvernance des politiques publiques qui doit être représentative des habitants du territoire et être adaptée à ses réalités. Cette gouvernance doit s'appuyer sur un droit à l'expérimentation pour des réponses adaptées).

Atelier 17 - Université Permanente des Territoires

Animation : Julien Mourey, Directeur Adjoint de la Direction des Territoires à la Ville et Eurométropole de Strasbourg

Constats, réflexion partagée en atelier : Pourquoi les problématiques que traite l'atelier existent en France ? Quelles en sont les causes ? Quels sont les manques en France pour faire exister des solutions ?

Enjeu de reconnaissance des principes de l'éducation populaire, pratiqués au sein des collectivités territoriales. Les barrières ne sont pas aussi claires entre acteurs institutionnels et acteurs associatifs.

Propositions pour que l'éducation populaire devienne un réel outil de transformation sociale et d'émancipation individuelle et collective et qu'elle soit soutenue à bonne hauteur par les pouvoirs publics : Quel changement opérer ? Quels sont les leviers d'actions ? Quels sont les alliés ? Ce qu'il faut développer de l'existant, ce qu'il faut inventer. Donner des repères spatiaux et temporels

Formation plus systématique des acteurs de terrain dans les collectivités (agentes et agents des directions de territoires, de quartiers, de proximité, de la politique de la ville) sur les méthodes de l'éducation populaire, avec des formations croisées acteurs institutionnels et acteurs associatifs.

Valoriser (financièrement ? par un label ?) les collectivités qui ont une pratique vertueuse avec leur écosystème associatif. Nécessité de construire de nouveaux modèles d'évaluation (indicateurs à construire), et permettre un partage de pratiques entre collectivités sur ce sujet.

Atelier 18 - Terrains d'aventures

Animation : Damien Lulé, Responsable de la Mission Terrains d'aventures au CEMEA Pays de la Loire

Constats, réflexion partagée en atelier : Pourquoi les problématiques que traite l'atelier existent en France ? Quelles en sont les causes ? Quels sont les manques en France pour faire exister des solutions ?

Nous constatons et regrettons une forme d'institutionnalisation et « privatisation » de l'espace public : l'espace n'est plus une propriété collective, mais de plus en plus la propriété de la collectivité territoriale. Faire des choses ensemble en dehors des lieux institutionnalisés et dédiés à telle ou telle pratique s'est perdu, alors que nous pouvons constater les désirs de mettre en commun et bricoler ensemble, le bricolage étant aussi un processus d'élaboration intellectuel.

Aujourd'hui, un ou des enfants seuls dans l'espace public, sans surveillance visible, est désormais considéré comme anormal.

Nous constatons une « sécurisation systématique » (du périmètre, mais on peut élargir le propos, ex des « parents hélicoptères »). Cette « sécurisation sécuritaire » n'éduque plus au

risque et devient source de danger. Elle crée de la peur, du désengagement. Elle génère une « culture du parapluie » qui vise à la suppression de l'incertitude.

La société s'est individualisée, à un point tel que l'on doit institutionnaliser la solidarité (bénévolat). Comment on construit de la solidarité concrète ?

Propositions pour que l'éducation populaire devienne un réel outil de transformation sociale et d'émancipation individuelle et collective et qu'elle soit soutenue à bonne hauteur par l'Etat : Quel changement opérer ? Quels sont les leviers d'actions ? Quels sont les alliés ? Ce qu'il faut développer de l'existant, ce qu'il faut inventer.

Il faut une politique publique qui soutienne la création d'espaces éducatifs de proximité, gratuits et sans inscription, qui permettent l'émergence de projets, par essence éducation à l'incertitude, mais aussi permette « de ne rien faire » (ce qui n'est pas rien !), des lieux qui ne soient pas dans l'éducation à la concurrence et à la performance.

Permettre aux enfants d'agir sur de la co-construction politique, qui ne soit pas seulement sur un registre de « mise en scène », pour promouvoir une véritable éducation à l'engagement. Cela rejoint la promotion d'activités qui confrontent à la réalité du monde, à une matérialité qui résiste et permet de réduire la distance entre les discours fantasmés de la politique et le réel. Cela rejoint plus globalement la nécessité d'une éducation au droit, pas tant dans le sens de « j'ai le droit de », plutôt dans celui de « quelles sont les règles collectives encadrant telles ou telles problématiques ? ».

Des terrains d'aventure, des terrains de projets, des espaces de jeux libres, des chantiers, ... comme autant d'actions concrètes, pluri-actrices, à l'échelle d'un territoire. Il faut permettre aux plus jeunes, aux habitants, des cadres de projet rendant possible l'évolution de l'action, sans pour autant tomber dans le piège de l'événementiel. Inscrire du projet dans des temporalités concrètes.

Soutenir l'accompagnement, permettant de construire des imaginaires du possible, qui rendent des réalités accessibles (accès aux loisirs, premiers départs en vacances ...).

Atelier 19 - Croisement des savoirs et des pratiques

Animation : Marie Bouchand et Bafode Diaby, Animatrice et animateur développement du pouvoir d'agir Centre socio-culturel des Trois cités (Poitiers)

Les membres de l'atelier ont travaillé à partir d'une étude de cas pour aborder les principes du dispositif "Croisement des savoirs" (à lire ci-dessous). Les échanges de cet atelier n'ont pas pu être pris en note.

Freins et leviers d'une coopération entre acteurs : Analyse du texte "Concertation sur le City-stade"

“La cour d’une des écoles du quartier abrite un city-stade et des structures de jeux. Cette cour reste, depuis des années, ouverte les soirs et les week-ends, devenant alors un lieu de rassemblement et de jeux pour les familles du quartier, les jeunes enfants et les adolescents, qui pour la plupart vivent en appartement et n’ont ni terrasse, ni jardin.

Un vendredi soir, les jeunes se donnent rendez-vous comme d’habitude pour jouer au foot au city stade. Mais ce soir-là, le portail de la cour est fermé à clé. Ils pensent alors à une erreur ou un oubli du gardien, et passent par-dessus la grille pour avoir accès au terrain.

Mais les jours et semaines suivantes, la situation se répète et la cour reste fermée chaque soir et chaque week-end. De plus, pour éviter les intrusions, les grilles entourant le city stade sont rehaussées. Un soir, quelques jeunes, privés de leur espace de jeu et en colère, démontent une partie des grilles pour ouvrir l’accès au city stade.

Durant un mois, les adolescents et la mairie s’opposent de manière indirecte : les jeunes déconstruisant le soir les installations posées par la ville le jour. Un veilleur de nuit est même embauché pour surveiller les installations et empêcher que les grilles ne soient démontées ou détériorées.

Après quelques semaines de tension, la mairie décide d’organiser une concertation avec différents acteurs du quartier pour voir comment résoudre cette situation. Nous leur proposons alors d’organiser et d’animer une rencontre entre les responsables municipaux et les jeunes concernés, qui souhaitent être associés aux réflexions.

Avant la rencontre, un temps de préparation a permis à chacun des jeunes d’exprimer son ressenti face à cette situation. Ce qui ressortait principalement était la colère de n’avoir pas été prévenu, concerté, et de ne pas comprendre pourquoi du jour au lendemain ils avaient été privés d’accès au City Stade. Ils trouvaient cette situation profondément injuste, pour eux-mêmes, mais également pour l’ensemble des familles et des enfants plus petits qui n’avaient plus d’espace de jeux.

Les jeunes ont pu, lors de ce temps, lister les questions qu’ils souhaitent poser aux responsables de la municipalité. Ils se sont également mis d’accord sur ce qu’ils souhaitent obtenir : que les habitants du quartier aient à nouveau accès aux équipements et aux jeux.

La première rencontre a permis aux jeunes d’exprimer leurs idées et aux responsables de la Ville d’expliquer qu’ils avaient pris la décision de fermer cette cour au public après que les enseignants et agents d’entretien alertent sur la présence fréquente de détritits, et notamment canettes et bouteilles, abandonnés dans la cour. Cette situation posait des problèmes de sécurité pour les enfants de l’école. Il était donc inconcevable pour la ville de faire marche arrière et de laisser à nouveau un accès libre à cet espace.

Les jeunes présents à la rencontre ont proposé à la Ville de travailler à l’élaboration de propositions d’aménagement qui permettent de garantir à la fois la sécurité des enfants de

l'école et l'accès à un espace convivial et de jeux pour les habitants. Un nouveau rendez-vous a été prévu pour faire le point sur ces propositions.

Quelques semaines après ces incidents, les responsables et techniciens de la Mairie et les jeunes du quartier s'étaient mis d'accord sur les modalités d'aménagement de l'espace, sur les modèles de structures à installer, mais également sur le fait que ces aménagements allaient être menés dans le cadre de chantiers auxquels les jeunes seraient associés."

Conclusions

Le Croisement des savoirs (CDS) a été conçu à partir de l'idée qu'il existe dans notre société différents types de savoirs. Et qu'on ne donne pas la même valeur à chacun de ces savoirs. Nous avons tous des représentations sur la légitimité des personnes en fonction de leur statut, des compétences ou savoirs qu'on leur attribue.

Une condition de base du CDS, c'est de défendre l'idée qu'on ne peut pas comprendre un problème et trouver des solutions à ce problème sans prendre en compte l'ensemble des savoirs, et notamment les savoirs issus de l'expérience, des personnes qui vivent les problèmes au quotidien. Le premier principe, c'est de considérer ces savoirs comme complémentaires et de valeur égale.

[Pour aller plus loin sur le croisement des savoirs/la charte, des textes, des vidéos, des articles...](#)

Atelier 20 - Co-construire des dynamiques locales d'éducation populaire: le partenariat entre la Ville de Lyon et les associations

Animation :

- Sylvère Angot, Chef de projet Développement social local à la Ville de Lyon ;
- Vincent Le Roux, Adjoint à la Direction Générale Adjointe Solidarité Cohésion Locale Education à la Ville de Poitiers

Constats, réflexions partagées en atelier :

Pourquoi les problématiques que traite l'atelier existent en France ? Quelles en sont les causes ? Quels sont les manques en France pour faire exister des solutions ?

Il manque une reconnaissance mutuelle ministère/associations. Ce type de reconnaissance est à travailler pour s'inscrire dans la durée et ne pas partir sur des moyens ponctuels (appels à projets).

Il manque des espaces de réflexion sur la définition d'horizons politiques souhaités. Les intentions politiques doivent être clarifiées au niveau national et local.

Il faut exclure des délégations de services publics toutes les actions développées dans l'éducation populaire: accompagnement à la scolarité, accès aux droits, parentalité, ACM, seniors...

Propositions pour que l'éducation populaire devienne un réel outil de transformation sociale et d'émancipation individuelle et collective et qu'elle soit soutenue à bonne hauteur par les pouvoirs publics : Quel changement opérer ? Quels sont les leviers d'actions ? Quels sont les alliés ? Ce qu'il faut développer de l'existant, ce qu'il faut inventer.

En niveau d'urgence à mettre en œuvre :

- Maintenir, développer le pouvoir d'agir des villes et collectivités territoriales en sortant du Pacte de Cahors qui exige une limitation à 1,35% des dépenses de fonctionnement des villes de +70000 habitants, sans quoi le règlement de la dette issue de la crise Covid va être réimpacté sur les collectivités puis les associations ;
- Réinstaurer une politique nationale sur l'éducation populaire et la vie associative tout en décentralisant aux collectivités territoriales la responsabilité de mettre en œuvre des politiques de démocratie locale et de développement social local. Le rôle de l'Etat sera celui d'impulser des schémas de déploiement de la démocratie locale, celui des collectivités territoriales sera celui de co-construire avec les associations ce qui se fait dans les territoires en termes d'animation globale des territoires.
- Retravailler sur ce que l'on fait dans l'éducation populaire dans les territoires. Nous communiquons mal sur ce que nous maîtrisons pourtant.
- Travailler le statut des bénévoles associatifs et les accompagner dans le rôle d'employeur, leur garantir des heures sans perte de salaire pour exercer ces missions.
- Travailler la dialectique éducation populaire / éducation nationale. Remettre en place des formations réciproques entre les enseignants et le secteur de l'éducation populaire

Atelier 21 - Penser pour agir : se mettre en « je » pour questionner des enjeux

Animation : Cécile Barbe, Actrice-Chercheuse en pratiques sociales au Réseau des Centres de Recherche d'Étude et de Formation à l'Animation et au Développement (CREFAD)

Constats, réflexions partagées en atelier :

Pourquoi les problématiques que traite l'atelier existent en France ? Quelles en sont les causes ? Quels sont les manques en France pour faire exister des solutions ?

Le pouvoir d'agir est devenu une injonction, qui s'exerce à la fois sur les publics et les personnes à qui on demande de "faire collectif". Les personnes concernées ne viennent pas

toujours dans les espaces de participation : on s'adresse mal à elles, elles ne se sentent pas légitimes, alors qu'elles ont des capacités et des savoirs que l'on n'a pas.

Les acteurs et actrices de l'éducation populaire sont à la fois des bénévoles et des professionnels, et les parcours individuels entremêlent ces différents statuts. Ils et elles sont en quête de sens à leur échelle, tout en ayant le souci d'associer les plus éloignés des espaces de décision, de coopérer, de se côtoyer et se rencontrer.

Il existe une pression sur l'activité bénévole dont dépend le fonctionnement des associations, alors que les moyens d'existence restent précaires.

Propositions pour que l'éducation populaire devienne un réel outil de transformation sociale et d'émancipation individuelle et collective et qu'elle soit soutenue à bonne hauteur par les pouvoirs publics : Quel changement opérer ? Quels sont les leviers d'actions ? Quels sont les alliés ? Ce qu'il faut développer de l'existant, ce qu'il faut inventer.

- Valoriser toutes les manières de faire de l'éducation populaire, qui traversent les champs formel et informel, institutionnel et associatif, en étant à l'écoute de ce qui émerge collectivement (spontanément). Redonner une place à tous les corps intermédiaires et associer les acteurs et actrices de ces initiatives à la vie politique.
- Aménager des espaces de concertation où il y a de la place et du temps pour la contradiction, jusqu'à la décision.
- Donner des capacités d'autodétermination aux collectivités locales. Faciliter l'accès à la formation continue, proposer des espaces pour penser ses pratiques (sans enjeux d'efficacité).
- Financer le fonctionnement des associations : laisser du choix, du temps et changer les "indicateurs" d'évaluation, sortir du quantitatif.
- Mettre en place des moyens d'existence individuels (salaire à vie, revenu universel...) qui permettent d'agir sereinement.

Atelier 22 - Modèles socio-économiques des associations de jeunesse et d'éducation populaire : une équation en voie de résolution

Animation :

- Patrick Chenu, Président du Fonds de Coopération de la Jeunesse et de l'éducation Populaire (Fonjep)
- Anne-Claire Devoge, Directrice adjointe au CEMEA national

Constats, réflexions partagées en atelier :

Pourquoi les problématiques que traite l'atelier existent en France ? Quelles en sont les causes ? Quels sont les manques en France pour faire exister des solutions ?

- Invisibilité de ce que produisent réellement les associations qui ne correspondent pas uniquement à ce qui est attendu des financeurs. Grande difficulté à le valoriser autrement que monétairement.
- Difficulté à réguler les relations entre collectivités et associations.
- Les modèles socio-économiques des associations sont souvent induits par le contexte, par les relations avec les partenaires et ne sont que peu choisis et délibérés consciemment.

Propositions pour que l'éducation populaire devienne un réel outil de transformation sociale et d'émancipation individuelle et collective et qu'elle soit soutenue à bonne hauteur par les pouvoirs publics : Quel changement opérer ? Quels sont les leviers d'actions ? Quels sont les alliés ? Ce qu'il faut développer de l'existant, ce qu'il faut inventer.

- Développer la connaissance des spécificités des modèles socio-économiques des associations d'éducation populaire chez elles, parmi les collectivités territoriales et les services de l'Etat.
- Créer une charte spécifique des engagements réciproques entre pouvoirs publics et associations de jeunesse et d'éducation populaire, qui manifeste notamment la volonté de soutenir les associations de jeunesse et d'éducation populaire pour ce qu'elles sont et non uniquement pour ce qu'elles font.
- Proposer une loi cadre pour l'éducation populaire dans laquelle le secteur de l'éducation populaire relèverait de l'intérêt général au titre de la compensation obligatoire pour service public et de l'initiative associative (au sens européen du terme SIEG).
- Co-construire de nouveaux lieux et de nouveaux temps de régulation entre pouvoirs publics et associations de jeunesse et d'éducation populaire en privilégiant les régulations négociées.

Atelier 23 - Réfléchir à des modèles pédago-ludiques

Animation :

- Simon Brats, Responsable d'unité animation et éducation populaire à la Halle au Sucre
- Laurent Notebaert, Elu Communauté de Commune, Conseiller communautaire délégué à la participation citoyenne à la Communauté urbaine de Dunkerque

Constats, réflexions partagées en atelier :

Pourquoi les problématiques que traite l'atelier existent en France ? Quelles en sont les causes ? Quels sont les manques en France pour faire exister des solutions ?

Problématique générale abordée, comment aller vers des publics non captifs et éloignés.

- Réfléchir à de nouveaux outils et méthodes pour rencontrer un public moins accessible.

Propositions pour que l'éducation populaire devienne un réel outil de transformation sociale et d'émancipation individuelle et collective et qu'elle soit soutenue à bonne hauteur par les pouvoirs publics : Quel changement opérer ? Quels sont les leviers d'actions ? Quels sont les alliés ? Ce qu'il faut développer de l'existant, ce qu'il faut inventer.

- Recréer une vraie confiance en les structures et professionnels de l'éducation populaire, sortir des critères qualitatifs et trouver des outils plus sensibles d'évaluation, donner des moyens pour la prise de risque, l'échange, les réseaux et l'erreur, trouver un fonctionnement décentré et plus territorialisé
- La problématique travaillée sur les publics éloignés a permis de souligner les problèmes de précarité (en tout genre) et l'individualisme.
- Les pratiques d'éducation populaire ont pu être considérées comme un fourre-tout pour trouver des réponses à des problèmes de société, hélas avec peu de moyens mis en place.
- Recréer des possibilités d'échange et de partage de pratiques.
- Nécessité de moyens humains et financiers pour des enjeux d'éducation.

4 - Pour une politique publique de l'éducation populaire : quinze préconisations argumentées

Nota Bene : l'astérisque en tête de cinq préconisations indiquent qu'il s'agit d'une proposition votée en Assemblée Générale des Rencontres et présentée aux représentantes et représentants des candidates et candidats à l'élection présidentielle lors de la dernière séquence de l'événement.

- 1) **Faire vivre la compétence partagée « Éducation populaire » telle que définie dans la loi NOTRe du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, en désignant des représentantes et représentants politiques comme interlocuteurs des associations de jeunesse et d'éducation populaire.**
 - Enjeux de faire République ensemble
 - Développer des coopérations, relocaliser les solutions, répondre aux enjeux de résilience collective

- 2) **La double dynamique des associations de jeunesse et d'éducation populaire qui leur donne une capacité de réactivité et d'anticipation pour construire l'avenir en lien avec les acteurs publics :**
 - **Une dynamique de présence au niveau territorial en lien direct aux jeunes, aux habitantes et habitants, aux citoyennes et citoyens, aux militantes et militants, aux adhérentes et adhérents, pour faire collectif, animer des initiatives, ouvrir des possibles, comprendre ensemble le monde ;**
 - **Une dynamique de têtes de réseaux nationales, régionales et départementales qui rassemblent, enrichissent et diffusent les pratiques, qui relaient les besoins et nourrissent les politiques publiques, qui revendiquent des têtes de réseaux pour agir, coopérer, comprendre, échanger, mutualiser.**
 - Nécessaire complémentarité entre les échelons territoriaux
 - Utilité des différentes structurations de la vie associative
 - Soutien pérenne pour ce qu'elles sont et pas seulement ce qu'elles font
 - Nécessité de permettre l'expérimentation aux associations
 - Présence importante d'associations maîtrisant une expertise de terrain sur les territoires, capables de s'adapter au besoin des habitantes et habitants, en fonction du maillage territorial

- Reconnaître le rôle des têtes de réseau dans leur fonction d'accompagner, de former, de porter un plaidoyer, d'observatoire, d'échange de pratiques entre associations
- Faire remonter des paroles collectives

3) **Les activités sociales, culturelles et sportives constituent des sources de connaissances collectives, des espaces pour partager, construire des savoirs critiques, et des méthodes au vivre et à l'agir ensemble.**

Avec les pratiques singulières et d'innovation d'éducation populaire, nous défendons et revendiquons le droit à l'expérimentation (essai, erreur, évaluation), ceci dans une logique de réciprocité et de risques partagés avec les associations et les pouvoirs publics.

Préconisation reformulée pendant l'AG

4) *** Une culture de la coopération afin de construire des relations entre les parties fondées sur :**

- **La confiance (la préservation des libertés associatives suppose l'abrogation du contrat d'engagement républicain)**
- **La transparence, la pérennité et l'interdépendance de leurs projets, sur la complémentarité des apports (savoirs académiques, recherches, expériences), des spécificités et des compétences plurielles des acteurs concernés (formations et rencontres multi-acteurs par exemple, pour appréhender les enjeux complexes)**
- **Le partenariat pluriannuel,**
- **La reconnaissance de ce que sont et de ce que font les associations de jeunesse et d'éducation populaire et de leur indépendance.**
 - Défiance envers les décideurs associatifs : demande de l'abrogation du contrat d'engagement républicain
 - La confiance ne se décrète pas mais se travaille par et dans le temps
 - Les conventionnements partenariaux pluriannuels permettent de voir sur le temps long. Perte de temps et d'énergie à répondre aux appels à projet.
 - Le fonctionnement financé à travers des appels à projets crée beaucoup d'incertitudes et insécurise des postes salariés (donc des professionnels agissant sur le terrain)
 - Les associations ont besoin de mener des expérimentations sur le temps long

- 5) * **Les métiers, l'emploi et la formation dans l'éducation populaire. La prise en compte de la diversité des métiers et des secteurs de l'éducation populaire. Les dispositions visant à lutter contre la paupérisation de l'économie, des emplois et des compétences dans le champ de l'éducation populaire :**
- **En favorisant les logiques de financement pluriannuel intégrant des clauses de réévaluation sociale ;**
 - **En prenant en compte la réalité des emplois dans toutes leurs dimensions, dans une perspective de consolidation, de pérennisation et de qualité ;**
 - **En organisant l'accès à une filière de formation initiale incluant les acteurs de l'éducation populaire et en s'inscrivant avec volontarisme dans le soutien à la formation professionnelle continue ;**
 - **En reconnaissant la dimension de promotion, d'ascenseur social de l'éducation populaire.**
 - **Le rôle du comité de filière comme espace de construction de solutions structurantes et partagées pour assurer le développement de l'éducation populaire en réponse aux besoins sociaux et sociétaux.**
 - La réflexion collective ne passe pas par des actions individuelles
 - Re-questionner la formation des directrices et directeurs, des formatrices et formateurs car ils sont aussi ambassadeurs des valeurs de l'éducation populaire (en interne et à l'extérieur des structures)
 - Sous-valorisation des métiers de l'éducation populaire par rapport aux métiers du social ou d'éducation spécialisée ou scolaire par exemple. Il faut que les professionnels vivent dans de bonnes conditions pour accompagner leurs publics
- 6) **Promouvoir le droit à toutes formes d'engagement pour garantir un parcours d'éducation populaire tout au long de la vie en créant les conditions dans la loi. Pour un engagement volontaire et une citoyenneté choisie, il faut soutenir des formes variées de participation pour permettre aux citoyennes et citoyens, notamment aux jeunes, d'avoir le choix, la possibilité de proposer, de décider... Il faut garantir cet accès pour toutes et tous, et à tous les âges de la vie.**
- Affirmer le côté droits et loi
 - Soutenir les formes variées de participations pour avoir le choix de proposer et décider : garantir accès à toutes et tous

7) *** Une gouvernance partagée des politiques publiques pour l'éducation populaire à l'échelle locale, départementale, régionale et nationale associant l'ensemble des parties prenantes. Cette gouvernance nécessitera de déployer des espaces démocratiques de co-construction des politiques publiques et des espaces de formation notamment des agentes et agents, des élues et élus à l'éducation populaire. Elle nécessitera aussi des espaces de dialogue et d'élaboration entre citoyennes et citoyens.**

- Des élues et élus, des agentes et agents manquent de formation et ne comprennent pas toujours le tenant de l'éducation populaire. Ceci est pourtant primordial pour garantir un bon dialogue avec les associations
- Reprendre une place en dehors des logiques concurrentielles et de prestations sociales ou d'animations
- Proposition qui permet de sortir de logiques injonctives, descendantes pour le développement d'espaces de démocraties (pour les actrices, acteurs, citoyennes et citoyens).
- Favoriser le développement de partenariats pour créer des espaces de coopération
- Défendre la place particulière du service public de l'éducation qui nécessite d'être protégé

8) **La place incontournable des jeunes dans la gouvernance des associations de jeunesse et d'éducation populaire et dans les institutions.**

- Les jeunes ne doivent être cantonnés à leur seul statut de « jeunes ». Un jeune est une personne « multiple » comme le reste de la population
- Donner la parole, mais dépasser la consultation : leur permettre de prendre des décisions. Pour cela, il faut des moyens.
- Donner des droits à des personnes n'est pas en enlever à d'autres
- La place des jeunes dans les gouvernances, c'est changer les façons de penser, faire évoluer la gouvernance
- L'Education populaire doit être présente dans les parcours tout au long de la vie

9) **Des démarches pour connaître et faire connaître plus fortement auprès des citoyennes et citoyens, des élues et élus locaux et nationaux, l'éducation populaire.**

- Enjeux à se faire connaître et reconnaître : se définir en creux, nous ne sommes pas que des animatrices et animateurs de “gamins”, des médiatrices et médiateurs culturels.
 - Arriver à imposer nos mots pour nous définir !
 - La communication de l'éducation populaire doit correspondre à la réalité et donc être autour du fond : changer les choses, changer la société, c'est une démarche politique de l'éducation populaire.
- 10) * **Renforcer les relations École et éducation populaire pour structurer dans et hors l'école des parcours d'éducation à la citoyenneté, aux enjeux des transitions écologiques et environnementales.**
- Un Enfant n'est pas seulement un élève
 - Travail sur la réforme des rythmes scolaires et les vacances : une occasion de continuer de faire fructifier les relations, les continuités entre éducation nationale et éducation populaire
 - L'éducation à la citoyenneté relève de plusieurs cercles (informels, formels, membres d'association, parents, paires, etc.). Il faut des lieux, des espaces cruciaux de partage des valeurs
- 11) **Donner les moyens aux acteurs de l'éducation populaire d'intervenir en proposant une véritable pédagogie active des valeurs de la République et de la Laïcité qui favorise l'émancipation, le pouvoir d'agir, et le vivre-ensemble.**
- La laïcité est un des fondements de notre société. Certains s'octroient des définitions lointaines de celle d'origine. L'éducation doit s'emparer de ces questions
 - La formation sur ces questions ne peut pas se satisfaire d'une norme, de règles froides et théoriques à appliquer dans notre société sans être pensées et expérimentées
 - La pédagogie n'est pas une technique mais un outil au service d'objectifs. L'éducation populaire est en capacité d'intervenir et de former sur toute question, toute problématique.
- 12) * **Soutenir une véritable politique publique d'accès aux vacances collectives garantissant la mixité sociale, culturelle, économique, territoriale comprenant une politique de soutien au patrimoine et à l'investissement. + Utiliser les fonds du SNU pour les départs en colo !**

- Constat : le nombre de jeunes en vacances diminue
- Nécessité d'une politique de vacances collectives (pas d'appel à projet) mais bien une stabilité envisagée sur le temps long
- Le temps de vacances est aussi important pour des mineurs que pour des personnes majeures

13) Renforcer la coopération entre collectivités et associations d'Éducation populaire, autour des communs numériques et permettre une réelle appropriation des outils numériques et une meilleure maîtrise des données.

- Placer l'urgence du numérique au même niveau que l'urgence climatique car la pratique du numérique est incontournable dans nos vies
- Permettre la liberté numérique et se défaire de l'emprise des GAFAM
- Apprentissage de la coopération par l'appropriation des communs numériques
- Nécessaire pour l'inclusion de toutes et tous

14) Reconnaître les acteurs de l'éducation populaire comme un élément essentiel du maillage de l'accès aux droits. Par leur rôle au plus près des individus, ils favorisent le « aller vers », en particulier des invisibles, et complètent ainsi, par leur faculté de repérage, la coopération entre acteurs.

- Accès aux droits non-négociable et non limité au régalien
- Dignité humaine non négociable
- Les associations d'éducation populaire facilitent l'accès à l'offre
- Les acteurs d'éducation populaire sont relais des droits pour s'adapter
- Reconnaître l'éducation populaire par le financement de projets associatifs plus larges, par la valorisation des bénévoles

15) Promouvoir les droits culturels : la question des droits culturels ne peut se résumer aux seules questions liées à la culture institutionnelle. Elle place l'humain au cœur de l'éducation populaire dans le respect de sa liberté, de sa dignité et des droits humains fondamentaux. La culture s'entend ainsi comme faisant partie de chaque personne, porteuse d'histoire, d'expériences, de reconnaissance.

- Questions des droits culturels liés à l'universalisme (définitions à discuter)
- Vouloir vivre ensemble, faire humanité par les droits culturels : demande du temps et des moyens

5 - Vers une charte d'engagements réciproques sectorielle « Jeunesse et éducation populaire »

Les quinze préconisations ont été écrites pendant les Rencontres selon les retours des ateliers thématiques animés lors de la Manufacture de l'éducation populaire.

Ces préconisations, dans le temps des rencontres adressées aux pouvoirs publics, sont désormais vouées à s'inscrire dans une charte d'engagements réciproques sectorielle, suivant l'exemple du secteur de la culture.

[La charte d'engagements réciproques](#) réunissant l'Etat, les collectivités territoriales et le mouvement associatif a été signée en 2014. Elle vise à renforcer la coopération de ces trois acteurs pour servir d'autant mieux l'intérêt général de notre pays.

Le secteur « jeunesse et éducation populaire », souhaite appeler à se saisir des aspirations de ce texte, pour caractériser les spécificités qu'engagera la coopération des acteurs visant les mêmes finalités.

Les acteurs de l'organisation des Rencontres travailleront à la co-écriture de ce texte avec toutes les parties prenantes visées par les enjeux de la charte, en vue des deuxièmes Rencontres nationales de l'éducation populaire qui se dérouleront en 2024.

PARTIE 3 : PUBLICATION DE TRIBUNES DANS LIBERATION EN AMONT DE L'ÉVÉNEMENT

Tribune 1 - « Education populaire: de l'oxygène pour la démocratie », Philippe Meirieu, 3 mars 2022

Introduction de la rédaction de Libération

On ne comprend rien à l'éducation populaire si l'on ignore que ses militantes et militants restent aujourd'hui, plus que jamais, des insurgés refusant le fatalisme du destin, la restriction de la culture à une élite, la résignation à l'injustice et aux inégalités... Une tribune de Philippe Meirieu.

Dans « éducation populaire », il y a d'abord « éducation ». Et qui dit « éducation », dit « éducation de toutes et tous sans condition ». Tant qu'on n'a pas épuisé tous les moyens pour éduquer quelqu'un, on n'a pas le droit de dire qu'il est inéluctable. Et, puisqu'on ne sait jamais si l'on a épuisé tous les moyens pour y parvenir, impossible de se résigner à l'échec. C'est pourquoi les militantes et les militants de l'éducation populaire refusent que, face aux problèmes de nos sociétés, on ne mobilise que la sanction, la répression et l'exclusion : ils exigent que l'on fasse le pari de la prévention et de l'éducation. Ils savent que ce pari n'est guère du goût des technocrates car ses résultats sont toujours difficiles à mesurer. Mais ils sont convaincus qu'il faut inlassablement s'attaquer aux causes plutôt que de tenter de camoufler les symptômes de nos maux. Ils savent aussi qu'en matière éducative, rien n'est jamais définitivement gagné : on ne forme pas des sujets comme on fabrique des objets. On crée des situations, on mobilise des ressources, on accompagne des personnes pour qu'elles comprennent ce qui leur arrive et mobilisent leur liberté. Pas de victoire définitive dans cette affaire, mais une obstination besogneuse au quotidien, au plus près des gens et, en particulier, des « gens de peu ».

Car, dans « éducation populaire », il y a aussi « populaire ». Pas une éducation « populiste » ... mais tout le contraire, précisément : une éducation « exigeante ». Loin des slogans manichéens et des logiques de boucs émissaires, de l'emprise des marques ou des gourous, l'éducation populaire veut faire partager une culture qui permet de s'ouvrir à l'altérité et de créer du commun, de reconnaître les différences entre les êtres et les cultures tout en activant les solidarités entre eux. Entreprise difficile aussi et sans cesse à remettre en

chantier. Car il n'est pas possible, ici, de se contenter d'une politique de l'offre et d'attendre le « client » intéressé en regrettant l'indifférence ou l'hostilité des autres: il faut aller au-devant de toutes et tous et, en particulier, de celles et ceux qui sont les plus éloignés des savoir-faire et des savoirs qui émancipent. Proposer.

Re-proposer sans cesse, jusqu'à ce que les personnes se saisissent de ce qui leur permettra de se dépasser, de se libérer de tous les enfermements, d'échapper à tous les processus d'assignation à résidence pour, ensemble, «se faire œuvre d'elles-mêmes ».

Parce qu'elles sont mobilisées contre toutes les formes de fatalité, les associations d'éducation populaire sont l'oxygène de la démocratie. C'est pourquoi il faudrait que la République les considère, enfin, non plus comme des prestataires de services mais comme de véritables partenaires du service public de l'éducation.

Tribune 2 - « Redonner du sens à l'éducation politique », Léonore Moncond'huy, 3 mars 2022

Introduction de la rédaction de Libération

Depuis des années, les politiques éducatives, enfermées dans des logiques gestionnaires, oublient qu'à la question des moyens doit précéder celle de l'horizon dessiné par l'éducation.

Par Léonore Moncond'huy, Maire de Poitiers.

Philosophie éducative autant que multiplicité d'acteurs, l'éducation populaire couvre une diversité d'espaces qui ont en commun la confiance en la capacité de chacun à être acteur de sa vie et en l'action collective comme fondatrice du vivre-ensemble. Boostée par le développement du temps libre sous le Front populaire, au cœur des débats sur la démocratisation culturelle, elle vit en 2022 dans les maisons de quartier, les clubs sportifs, les associations et initiatives citoyennes... Autant de lieux d'engagement quotidiens sans lesquels le Covid aurait eu un impact bien plus grave sur la cohésion sociale.

Pourtant, l'éducation populaire disparaît des débats et des politiques publiques. Elle est fragilisée par la crise de ses modèles économiques, tout autant que par la méconnaissance croissante du grand public et des nouvelles générations politiques. Le ministère du Sport, de la Jeunesse et de l'Éducation populaire est absorbé par le ministère de l'Éducation nationale en 2021, invisibilisant tout autre champ éducatif que celui de l'école. Le patrimoine public des centres de vacances est vendu à des promoteurs touristiques lorsqu'il est en bord de mer, laissé en déshérence s'il est à la campagne.

Il ne s'agit pas de défendre une vision « nostalgisante » de "l'éduc pop". Encore moins d'opposer les espaces éducatifs entre eux. L'éducation populaire est complémentaire de l'école, chacune ayant ses finalités, unies par l'aspiration à une éducation équilibrée offerte à

chacun. Chacune mérite le respect de l'Etat, chacune en manque aujourd'hui cruellement. Il s'agit d'alerter sur une vision émancipatrice de l'éducation qui disparaît.

Depuis des années, les politiques éducatives, enfermées dans des logiques gestionnaires, oublient qu'à la question des moyens doit précéder celle de l'horizon dessiné par l'éducation. Qu'est-ce qu'un projet d'éducation si ce n'est le chemin construit pour et par chacun vers un futur désirable ?

Aujourd'hui, la réussite éducative ne semble trouver de reconnaissance que par le succès de l'insertion professionnelle. Peu à peu, il n'est plus d'autre horizon que l'accès à l'emploi – et au plus vite. Cette vision est totalement inapte à répondre aux préoccupations actuelles d'une jeunesse qui, au-delà de l'emploi, est en quête de sens, dans un monde en plein bouleversement. Tenons bon sur la reconnaissance de la diversité des voies de réussite. L'émancipation intellectuelle, culturelle, politique, hors du seul rapport au travail, était au cœur des progrès sociaux et éducatifs des derniers siècles, et elle doit rester un enjeu majeur de politique publique.

Aujourd'hui, la valeur des espaces collectifs, où s'expérimente la citoyenneté active et le vivre-ensemble, est de moins en moins reconnue, et leur désaffection entretenue par l'approche politique libérale et individualiste dominante. Le rôle des associations, creusets de cet engagement collectif, est atrophié par l'arrêt brutal des contrats aidés en 2017, et l'on tend de plus en plus à les considérer comme des supplétifs de l'Etat, des lieux d'assertion descendante de valeurs de la République plutôt que d'émergence d'une libre conscience citoyenne.

Or, face à la désaffection politique, au surgissement des aspirations communautaires ou autoritaires, il est urgent de rappeler que la démocratie ne se décrète pas, mais qu'elle s'apprend et se pratique. Que la République ne sera jamais aussi forte que si elle est comprise, choisie, éprouvée par de sains débats. Ainsi, formons des citoyens engagés plutôt que des récitants de valeurs républicaines désincarnées ; des citoyens éclairés, libres de penser, de s'organiser collectivement plutôt que de jouer dangereusement avec la facilité populiste.

Redonner du sens à l'éducation politique, réhabiliter les espaces collectifs comme horizons positifs face aux crises démocratiques, sociales, écologiques, c'est le rôle que doit jouer l'éducation populaire.

Tribune 3 - « Politiques publiques de la culture: Pour une libération des imaginaires », Robin Renucci, 8 mars 2022

Introduction de la rédaction de Libération

Pour le président de l'Association des rencontres internationales artistiques, Robin Renucci, création, formation, éducation artistique et éducation populaire doivent se conjuguer et se réinventer ensemble.

Une société comme la nôtre, complexe et en bouleversements accélérés, est forcément et nécessairement conflictuelle. Elle doit être en mesure de reconnaître ses divisions et savoir les affronter. Elle doit libérer les espaces permettant l'expression des contradictions et de la souffrance sociale. En période électorale cette nécessité est accrue.

Je milite avec les diverses équipes qui m'entourent, en nous saisissant de la création théâtrale, pour mettre en œuvre tout ce qui peut permettre aux femmes et aux hommes d'être individuellement et collectivement actrices et acteurs de leur destin, et du destin commun. Pour qu'ils se réapproprient les conditions de leur travail et de leur vie, jusqu'à la marche même de la société.

Le développement de l'art et de la culture est profondément connecté à celui de l'éducation en général et de l'éducation populaire en particulier.

Education par l'art

Pour développer le champ de l'éducation populaire dans les crises que nous traversons, il y a une urgence à replacer les politiques publiques de la culture dans une relation de correspondance au monde social. Cela suppose plus d'audace dans la pensée, une libération des imaginaires, une forte capacité d'invention, un meilleur partage de l'information, des prises de délibération partagées pour des fonctionnements pleinement démocratiques.

Proposons quelques orientations : d'abord, renforcer le soutien à la création artistique dans son indépendance et sa diversité. La création est par essence insoumise et incertaine ; il faut l'encourager pour qu'elle n'obéisse pas aux lois du marché. La création n'est pas une compétence exclusive de quelques-uns, un domaine réservé, mais chacun, chacune à sa façon est appelé à y trouver sa part.

Ensuite, il est nécessaire de promouvoir une éducation par l'art. Nous devons multiplier les expériences esthétiques à tous les âges de la vie et à tous les niveaux de la formation. Formation, recherche, création, diffusion, médiation. Ces éléments constituent un service public de la culture à préserver, rénover et développer, au-delà des institutions de prestige.

Enfin, favoriser la plus large participation à la vie artistique et culturelle de toutes et tous demeure l'enjeu démocratique majeur. Dans cet objectif, trois actions immédiates s'imposent.

Pertinence sociale et culturelle

Pour la création artistique : compléter le principe de la liberté de création inscrit dans la loi du 7 juillet 2016 par des garanties de diversité dans la production et la diffusion d'œuvres, encourager le partage des outils de création, consolider le soutien à la formation et à l'emploi, permanent et intermittent.

Pour l'éducation artistique : renforcer, dans les programmes, les espaces et les temps scolaires, la réalisation de projets menés conjointement par les enseignants et les artistes, développer la formation des différents acteurs, dans les instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation, les écoles d'art, les formations des administrateurs et médiateurs, mobiliser les crédits nécessaires pour rendre effectif le parcours artistique et culturel inscrit dans la loi de refondation de l'école.

Pour la participation des citoyens : augmenter les expériences de travail artistique avec les populations, les pratiques en amateurs et la collaboration avec les professionnels, ajouter aux critères de qualité artistique celui de la pertinence sociale et culturelle évaluée de façon collégiale sur des indices davantage qualitatifs que quantitatifs.

Création, formation, éducation artistique et éducation populaire doivent se conjuguer et se réinventer ensemble.

Tribune 4 - « Les MJC, des micros républiques face à de macros enjeux », Thierry Bros, 8 mars 2022

Introduction de la rédaction de libération

Face à un inquiétant désengagement des jeunes envers la politique, Thierry Bros, président des Maisons des jeunes et de la culture, appelle les pouvoirs publics à revaloriser le statut des bénévoles et des salariés.

Les Maisons des jeunes et de la culture sont les filles de la République des jeunes créée en 1944. Aujourd'hui, elles constituent un réseau de 1 000 associations locales dont les actions bénéficient à cinq millions de personnes, la moitié ayant moins de 25 ans.

Il y a un an, dans le cadre d'une enquête sur les politiques publiques d'apprentissage de la citoyenneté chez les jeunes, nous avons interviewé trente animatrices et animateurs du réseau. Si tous font leur la maxime selon laquelle on ne naît pas citoyen, on le devient, que c'est le fruit d'un parcours et que chaque MJC est un outil éducatif vers l'engagement, ils pointent les obstacles auxquels ils et elles font face dans la mise en œuvre de leurs actions éducatives.

Il est urgent d'aider les jeunes à retrouver confiance dans les institutions, les représentants de la République et le sens de la citoyenneté. Si toutes les enquêtes confirment que les jeunes restent très engagés, la jeunesse d'aujourd'hui s'interroge sur l'utilité du vote et la capacité des institutions démocratiques à transformer la société. Ils ont l'impression d'appartenir à une génération sacrifiée, et perçoivent plus l'Etat comme un producteur de normes que comme un facilitateur d'émancipation citoyenne – en contradiction avec le projet républicain que nous cherchons à transmettre.

Il est urgent de mieux valoriser les métiers de l'animation et de l'éducation populaire et d'aider les MJC à travailler au quotidien. L'action quotidienne des associations MJC repose sur des bénévoles engagés et des professionnels formés. Or, à ce jour 10 % des postes salariés ne sont pas pourvus. En effet, ces métiers souffrent d'une faible reconnaissance, de conditions de travail et de rémunérations insuffisantes. Il est temps de reconnaître que travailler avec les jeunes autour de projets citoyens est une chose utile pour la société et difficile à faire, notre métier étant celui de l'humain.

Il est urgent de faciliter la coopération entre les associations d'éducation populaire et l'école pour coconstruire ensemble les parcours citoyens. La plupart des actions que les structures locales, départementales ou régionales des MJC conduisent en coopération avec les établissements scolaires sont le fruit de l'énergie et de la bonne volonté des acteurs – non d'un système qui les facilite. En effet, beaucoup d'associations rencontrent des difficultés pour travailler avec les établissements scolaires alors que l'éducation populaire a rejoint récemment le ministère de l'éducation nationale.

Il est urgent de construire des relations partenariales et cohérentes sur le long terme entre les associations d'éducation populaire et les pouvoirs publics. Rares sont les jeunes qui passent la porte de la MJC avec un projet abouti : il s'agit du fruit d'un accompagnement dans la durée. Or, un écart se creuse entre le « temps de la MJC », – le temps de l'action collective et de l'expérimentation – et l'horizon de plus en plus court de ses partenaires. Les attentes portent souvent sur des effets rapides et faciles à évaluer ce qui est incompatible avec un travail éducatif de qualité. Cette difficulté à nouer d'authentiques relations de partenariat avec les pouvoirs publics et se projeter sur le long terme limite la portée de notre action, décourage les bénévoles et fragilise les conditions de travail des professionnels. Les MJC portent un projet d'éducation populaire exigeant et sont prêtes à contribuer à relever les défis de notre société mais pour cela il convient de les aider à franchir ces obstacles.

Tribune 5 - « Développer le pouvoir d'agir des lycéens », Lauren Lolo, 9 mars 2022

Introduction de la rédaction de Libération

Journaliste et cofondatrice de l'association Cité des Chances, Lauren Lolo milite pour une politisation précoce de la jeunesse, dès le lycée, grâce à des parcours pédagogiques innovants.

Notre système politique est sujet à un problème de représentativité

Quand les intérêts de certains sont surreprésentés, ceux des autres sont particulièrement niés. Or la politique, c'est l'organisation de la société. De l'inégalité politique découle donc les inégalités dans la société car les intérêts de tous ne sont pas pris en compte de la même manière. Pour y remédier, il est donc primordial que chaque citoyen entame un processus de politisation, développe sa capacité à prendre la parole, pour que chacun ait un poids équivalent dans la sphère publique.

De l'inégalité scolaire aux inégalités sociales

Dès l'école primaire, les professeurs constatent que certains élèves sont beaucoup plus à l'aise que d'autres pour prendre la parole et défendre leur point de vue. Ils sont aussi plus amenés à prendre l'initiative de représenter les autres. Il est également admis que plus notre cercle familial est politisé durant notre enfance, plus nous serons amenés à l'être nous-mêmes. Le fossé se creuse alors au fur et à mesure de nos vies. Certains prennent ainsi à bras le corps leur citoyenneté, devançant les autres. Pourtant, l'école républicaine a vocation à donner les mêmes chances à tous. C'est donc par l'éducation que la politisation des masses doit se faire. Par cette politisation universelle, les intérêts de chacun pourront être enfin représentés et redonner ainsi au mot « démocratie » son noble sens : le pouvoir au peuple, par le peuple et pour le peuple.

Un parcours citoyen au lycée: l'égalité politique

Avec l'association Cité des chances, nous avons développé un parcours citoyen au sein des lycées en trois étapes. Le but est de partir du vécu et du ressenti des élèves pour les amener à agir dans la sphère publique et s'impliquer dans les lieux de pouvoir. En seconde, les élèves travaillent leur éloquence. Lors d'une soirée d'éloquence, les élèves s'expriment sur un sujet de société de leur choix (discrimination, harcèlement, environnement...). En première, les élèves travaillent une proposition de loi sous le prisme de fonctions et de métiers liés à la politique. Ils simulent les rôles de députés, sénateurs, lobbyistes, journalistes, experts, juristes, associatifs, etc... L'objectif est que les élèves se rendent compte qu'ils disposent de multiples moyens d'action et comprennent le fonctionnement de nos institutions, malgré leur complexité. En terminale, nous organisons des visites d'institutions (Sénat, Assemblée nationale, conseil régional, ...) et des rencontres avec les élus.

L'idée de ce Parcours citoyen est de développer le pouvoir d'agir des élèves et faire en sorte qu'ils se sentent peu à peu légitimes et capables de s'engager dans les affaires publiques. Notre action s'inscrit dans une logique d'éducation populaire dans la mesure où elle se fait de pair-à-pair et par la pratique. Dans dix ans, quand une génération de jeunes sera passée par le Parcours citoyen de l'association, notre société sera enfin plus égalitaire politiquement et notre système démocratique redynamisé.

Tribune 6 - « Apprendre en commun, retrouver le monde », Camille Louis, 11 mars 2022

Introduction de la rédaction de Libération

Ce que l'on nomme école publique en France, et que l'on continue de rêver comme porteuse du principe d'émancipation, semble plutôt se faire emporter bien loin de lui... Une tribune de Camille Louis.

On s'étonne souvent que la question de l'éducation populaire soit si absente des débats publics et trop peu prise en considération par les politiques. Or il est malheureusement très simple d'expliquer cette mise à distance : l'éducation populaire contient, en effet, ce dont l'éducation publique – symbole, fondement et façonnement de la République – se trouve de plus en plus privée. On pourrait même aller jusqu'à dire que le développement de la première menace la fabrication de la seconde.

Car ce que l'on nomme école publique en France, et que l'on continue de rêver comme porteuse du principe d'émancipation, semble plutôt se faire emporter bien loin de lui. Les réformes successives infligées ces dernières années aux écolier·e·s, étudiant·e·s et enseignant·e·s, se composent à l'exact opposé de ce sans quoi il ne peut y avoir aucune émancipation – à moins de confondre cette dernière avec le pur « dépassement de soi » (et surtout des autres) ou l'atteinte de l'excellence. Les principes d'auto-évaluation par les élèves, comme les lois dites d'« autonomie » de l'université ou, à un autre niveau, comme les politiques d'atomisation des pays qui, pour se protéger et rester performants, ferment leurs frontières aux arrivants en détresse (on sait déjà que l'accueil des réfugiés ukrainiens durera peu de temps) : tout dans le « public » et ses officiels représentants semble œuvrer à la fabrication d'individus acosmiques, en perte de monde car ayant perdu la pluralité sans lequel il n'y a pas de monde commun.

Pluralité

Ce qu'il y a en revanche, c'est une terre asséchée par des années de « course au progrès » et une société démembrée qui voit certains de ses membres coupés du corps commun faute d'y avoir fait leurs preuves. Il y a bien trop de manquants dans la somme des individus jugés

valides, valables, sur lesquels on peut miser, pour que la société qu'on nous apprend à former puisse être encore apparentée à ce que l'éducation populaire, elle, porte en son cœur et en son nom : un peuple tout simplement. Populaire, c'est d'abord ça mais ce « ça » ne va plus de soi. Le pluriel comme le commun sont à recomposer et c'est à cela que s'affairent plusieurs initiatives nommées d'éducation populaire sans devoir rentrer dans une seule et unique définition. La pluralité qui les caractérise au-dedans se trouve aussi à la surface où se croisent démarches militantes, artistiques parfois, égalitaires toujours mais déclinées dans quantité de formes qui remettent un peu d'hétérogène et de commun, non comme Un, dans nos existences.

Ces autres manières d'apprendre à plusieurs ne s'adressent pas à un « public cible » : elles laissent la place au « public » de se refaçonner sous la forme d'une articulation de subjectivités expérimentant ensemble ce que « vivre ensemble » peut encore signifier. Elles ne prétendent pas « éclairer » ni donner à voir les vérités ; elles se contentent de créer les conditions pour que nos yeux restent ouverts et que nos regards puissent à nouveau circuler hors de la focale unique du « plan » de carrière et du succès individuel. Elles nous empêchent d'oublier que, tout autour de nous, « il y a quelqu'un » qui n'est pas mon rival dans le partage injuste de « la chose publique » mais l'un des composants du savoir-savoir collectif sans lequel la vie, comme la terre, s'assèche. Qu'apprend-on avec l'éduc pop ? Rien de plus et rien de moins que cela : exister avec le monde et non survivre sur la planète en danger ou dans la société menacée.

Au croisement de ses deux pratiques de philosophe et dramaturge, Camille Louis invente les variantes d'une certaine éducation populaire, notamment au sein du collectif kom.post qu'elle a cofondé en 2009 et de ses projets de Fabrique du commun. Elle a cofondé l'Ecole expérimentale avec Léa Drouet au sein de l'atelier 210 que cette dernière dirige à Bruxelles. Son ouvrage, La conspiration des enfants, suit aussi, entre la France et la Grèce, plusieurs de ces structures d'échange et de solidarité.

Tribune 7 - « Pour de nouvelles centralités populaires », Hugues Bazin, 14 mars 2022

Introduction de la rédaction de Libération

A l'heure de la « start-up nation », Hugues Bazin, chercheur en sciences sociales, dénonce la financiarisation du service public. Il lance un appel pour réinventer l'éducation populaire autour de nouveaux espaces communs à l'intersection des luttes sociales, écologiques et des minorités actives.

Une des dernières maisons du peuple emblématiques du Front populaire vient d'être déclassée pour être vendue à un groupe privé. Elle sera transformée pour partie en restauration de luxe selon une certaine conception consumériste de l'attractivité des territoires.

Ce n'est que la partie visible d'une transmutation d'un espace socioculturel critique et formatif en espace marchand. Cette évolution remonte à plusieurs décennies et conduit à une délégitimation de ce qu'on appelle les « corps intermédiaires », dont les mouvements d'éducation populaire constituaient le rouage historique entre Etat social et société démocratique.

Les centralités populaires se définissent par des espaces-temps libérés d'un rapport subordonné au travail et au productivisme. Sans ces espaces autonomes de la pensée et de l'action, il est difficile de recomposer son existence comme une totalité non instrumentalisée et sectorisée par le rôle d'agent économique. C'est dans la prise de conscience de pouvoir basculer ainsi du rôle d'agent à celui d'acteur et d'auteur, autrement dit dans l'exercice d'une praxis, que se forment à la fois un imaginaire alternatif au néolibéralisme, un corpus conceptuel qui est un levier de transformation sociale orientant les mouvements sociaux.

Période de rigidification

C'est ce processus d'émancipation individuelle et collective, de solidarité active, de formation réciproque tout au long de la vie qui est défait progressivement à partir des années 80 dans un double mouvement de bureaucratisation et de marchandisation du milieu associatif entre un « new public management » et une financiarisation des secteurs sociaux, sanitaires et éducatifs, sans parler des derniers scandales autour des Ehpad ou des cabinets de consulting gouvernementaux.

Faire confiance à la capacité innovatrice de l'intelligence sociale sans qu'elle soit accaparée par la classe de la « start-up nation » est d'autant plus décisif dans une période de rigidification des modes de gouvernance où les crises sanitaires et écologiques s'enchaînent et questionnent la place centrale de la valeur travail.

Lieux d'accueil inconditionnel

C'est le défi actuel de l'éducation populaire qui doit se refonder à travers de nouvelles centralités. Ces tiers espaces existent déjà. De manière insurrectionnelle, le mouvement des gilets jaunes et des ronds-points représenta l'institution d'un fort contre-imaginaire comme société plus juste à bâtir. De même, une nouvelle génération se forme à l'intersection des luttes sociales, écologiques et des minorités actives.

Ces « espaces autonomes temporaires » ne demandent qu'à s'incarner dans des lieux d'accueil inconditionnel d'une diversité, d'interdépendance et d'intermédiation cherchant à réconcilier, dans la pratique, justice environnementale, justice sociale et justice cognitive ;

bref une intelligence collective au service d'une autre gestion démocratique des communs avec une économie populaire répondant aux besoins humains fondamentaux.

Tribune 8 - « L'éducation populaire, fabrique de la République », Yann Renaud, 17 mars 2022

Introduction de la rédaction de Libération

« Laboratoire de démocratie », « fabrique de territoire », tels sont les mots du coprésident de la Cnajep, Yann Renault, pour décrire le travail quotidien des associations de l'éducation populaire.

L'éducation populaire est souvent là où on ne l'attend pas, où on ne la voit pas. Elle agit au quotidien au plus près des habitants, des jeunes, des citoyens. La spécificité des associations d'éducation populaire ? Elles permettent la participation des individus pour qu'ils puissent transformer la société dans laquelle ils vivent.

L'éducation populaire, des activités de proximité pour toutes et tous

Derrière un spectacle, un centre de loisirs ou une colonie de vacances, une formation professionnelle, une rencontre sportive, un réseau d'échange de savoirs, un cours de musique, un club scientifique, il y a souvent une association d'éducation populaire. On dit que l'éducation populaire est une « fabrique de territoires » car elle fait vivre au quotidien les territoires en rassemblant leurs habitantes et habitants dans des pratiques collectives, culturelles, sportives, de loisirs. En cela, elle est une ressource incroyable, partenaire de nombreuses politiques publiques.

L'éducation populaire, une réponse innovante et inclusive

La société doit répondre à des enjeux démocratiques, sociaux, écologiques et numériques majeurs. Mais ces sujets sont compliqués ! L'éducation populaire permet par exemple de s'emparer tout autant de la question de la transition écologique et de la manière de peser sur la décision publique, que de s'appropriier des usages et contenus numériques.

L'éducation populaire agit en mobilisant des citoyens pour analyser et comprendre le monde qui les entoure et inventer ensemble des réponses. Elle leur permet de les expérimenter dans différents cadres, que ce soit au niveau local, national ou international. Par son action au côté des pouvoirs publics, elle porte cette voix, interpelle pour construire des politiques publiques efficaces.

Véritable « laboratoire de démocratie », elle permet l'émancipation des personnes, leur permet de s'élever au-delà de leur statut social assigné. Chaque personne qu'elle soit pauvre,

jeune, femme, etc. a la capacité de prendre des responsabilités et construire son propre avis pour transformer la société.

Avec l'éducation populaire, faire face à l'urgence

Quand les banlieues brûlent, quand des citoyens, des spectateurs, un enseignant sont lâchement assassinés, qui appelle-t-on ? L'éducation populaire. Et quand il faut accueillir en urgence des enfants, des jeunes, des familles poussées à émigrer par la guerre, la misère ; quand il faut soutenir des populations victimes de catastrophes climatiques ; quand il s'agit de permettre un accès à l'éducation de réfugiés, ou de populations laissées pour compte ici comme à l'autre bout du monde. Les associations de jeunesse et d'éducation populaire sont là pour préserver et partager les valeurs communes, répondre à des besoins immédiats, créer les conditions du dialogue et de la concorde civile.

L'éducation populaire, un espace de citoyenneté

Dans les situations d'urgence que nous connaissons et que nous connaissons de plus en plus, l'éducation populaire sera là pour associer les citoyens aux solutions. Elle combat et combattrait ainsi le repli sur soi, la peur et la haine de l'autre. L'éducation populaire promeut et construit une société égalitaire, juste, solidaire, écologique et inclusive où chacun et chacune peut vivre dans la dignité, construire sa place, avoir un rôle, trouver son utilité sociale.

Pour tout ce qu'elle apporte, l'éducation populaire doit disposer de financements pérennes et de relations de confiance avec les pouvoirs publics.

PARTIE 4 : REVUE DE PRESSE DES PREMIERES RENCONTRES NATIONALES DE L'EDUCATION POPULAIRE

Cette revue de presse est non exhaustive. L'ensemble des supports ne sont pas tous disponibles en ligne. Les articles ci-dessous sont susceptibles d'être retirés des sites internet qui les hébergent ou que les liens changent.

Le 7 magazine :

- <https://www.le7.info/article/18442-education-populaire-des-rencontres-nationales-a-poitiers-mi-mars>
- <https://www.le7.info/article/18785-philippe-meirieu-leducation-ne-se-resume-pas-a-lecole>
- <https://www.le7.info/article/18903-education-populaire-aux-origines-du-pouvoir-dagir>

Centre presse :

- <https://www.centre-presse.fr/article-837568-poitiers-met-l-education-populaire-au-coeur-du-debat-national.html>
- <https://www.centre-presse.fr/article-839991-a-poitiers-l-education-populaire-c-est-une-longue-histoire.html>
- <https://www.centre-presse.fr/article-840464-mais-en-fait-c-est-quoi-l-education-populaire.html>
- <https://www.centre-presse.fr/article-840560-pour-qui-votera-l-educ-pop.html>

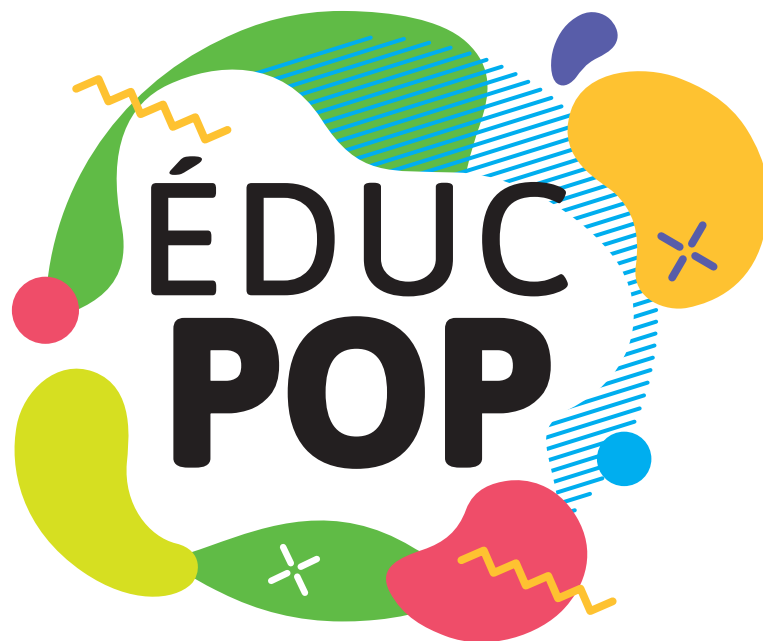
La Nouvelle république (86) :

- <https://www.lanouvellerepublique.fr/poitiers/poitiers-trois-jours-de-rencontres-et-de-debats-autour-de-l-education-populaire>
- <https://www.lanouvellerepublique.fr/poitiers/poitiers-la-ligue-de-l-enseignement-au-coeur-des-enjeux-de-l-education-populaire>
- <https://www.lanouvellerepublique.fr/poitiers/poitiers-des-ateliers-pour-faire-vivre-l-education-populaire>

Libération :

- https://www.liberation.fr/forums/zone-dexpression-prioritaire-pour-tirer-lecriture-a-soi-20220318_FY5OCYCZJJAWHHXMAXDVYE7V6Q/
- https://www.liberation.fr/forums/nasser-djemai-lenjeu-est-de-preserver-a-la-fois-lexigence-du-theatre-et-son-accessibilite-20220318_V7VYE7AAIJGMLN6F2JMXU5BIQM/

- https://www.liberation.fr/forums/education-populaire-de-loxygene-pour-la-democratie-20220303_ADEFW2ARQFHXNBDUBCHKV4PX5M/
- https://www.liberation.fr/forums/la-federation-des-centres-sociaux-de-france-a-tire-daide-20220318_GLQFI7G3JVABJJIFBHDNYEPGXY/
- https://www.liberation.fr/plus/redonner-du-sens-a-leducation-politique-20220303_52TKDO6CABBTJOTBTQ7B366ZKM/
- https://www.liberation.fr/plus/crise-democratique-oser-la-cooperation-pour-reconstruire-de-la-confiance-20220306_FWIWPFSY5JG4NNFIMZ7UVHRX7U/
- https://www.liberation.fr/forums/politiques-publiques-de-la-culture-pour-une-liberation-des-imaginaires-20220308_6NB4BZ4BQFAZ3OMR3WI5YZAVMI/
- https://www.liberation.fr/forums/les-mjc-des-micros-republiques-face-a-de-macros-enjeux-20220308_C42M76VVGNDWXPO43GLL6DC55A/
- https://www.liberation.fr/forums/developper-le-pouvoir-dagir-des-lyceens-20220309_VUX4WJHZWBFK5CKK2J4TB655AI/
- https://www.liberation.fr/forums/apprendre-en-commun-retrouver-le-monde-20220311_XWDYOCNDOVEMTKRIJYUNUOJO3Y/
- https://www.liberation.fr/forums/pour-une-education-physique-populaire-de-qualite-20220312_PX3EC7GV2NEI7PHVZWZZTD6YPQ/
- https://www.liberation.fr/forums/pour-de-nouvelles-centralites-populaires-20220314_YVSPXY3NVBFCHOUZRKV23D6URU/
- https://www.liberation.fr/forums/leducation-populaire-fabrique-de-la-republique-20220317_QYJKXTK3U5FZKNKLJUJA4ODS54Y/
- https://www.liberation.fr/forums/education-populaire-etre-et-savoir-20220317_NJKALMBHHJDTNJIWE5PT3UJZ5A/
- https://www.liberation.fr/forums/leveil-des-sciences-dans-les-colos-de-lassociation-beta-pi-20220317_3FS5BWAWWNF47IHUVLH3VRIUZQ/



RENCONTRES NATIONALES de l'Éducation Populaire

17-19 mars 2022 ✕ POITIERS

~~~~~ Partenaires de l'évènement ~~~~~



~~~~~ Co-organisé par ~~~~~

